ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 29 septembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°994 ■

LE MINISTRE SAYOUD LORS DE L'INSTALLATION DU NOUVEAU WALI

«Tiaret, un pilier de la sécurité alimentaire nationale»

P 16

COOPÉRATION ET TRANSFERT D'EXPERTISE

Sonatrach renforce sa présence en Afrique

Forte de son expérience dans l'amont pétrolier et gazier, mais aussi dans le raffinage, la pétrochimie, les services et la formation, Sonatrach déploie progressivement un modèle fondé sur le partenariat, le partage d'expertise et la valorisation conjointe des ressources. Cette démarche lui permet de consolider ses positions dans plusieurs pays africains et d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération. P 3

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A SOULIGNÉ

«Nous voulons propulser l'Algérie là où elle mérite d'être»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que le niveau de développement atteint par l'Algérie appelle aujourd'hui la contribution de ses scientifiques, où qu'ils se trouvent, afin d'accompagner le pays dans une nouvelle étape de son développement.

P 2

GRANDS PROJETS À L'EST ET À L'OUEST

La mue des ports algériens s'accélère

La transformation du système portuaire algérien entre dans une phase d'accélération, portée par d'importants investissements dans les infrastructures, les équipements et la numérisation. Deux projets illustrent particulièrement cette dynamique : l'extension du port d'Arzew, dont les travaux ont atteint 61 %, et le nouveau quai minéralier du port d'Annaba, conçu pour accompagner la montée en puissance du projet intégré de phosphate avec une capacité cible de 10 millions de tonnes par an. À cela s'ajoutent les projets structurants engagés à Djen Djen, Mostaganem et Alger.

P 3

CONTRIBUTION

« Avec l'IA, l'innovation n'attend plus l'âge ni le diplôme»

De l'adolescent passionné de sciences au technicien récompensé à Genève, du spécialiste de cybersécurité à la diaspora scientifique internationale, une même question se pose désormais : comment transformer les talents algériens en innovation, puis l'innovation en valeur pour le pays ?

Par Kaci-Kacem AITYALLA

P 5

RÉVISION DE LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

Un "tournant" dans le secteur, selon le ministre 2

HYDROCARBURES

Vers un renforcement de la coopération entre l'Algérie et la Grèce P 3

SALON INTERNATIONAL DES TRAVAUX PUBLICS (SITP 2026)

Les technologies et solutions innovantes au cœur de la 21e édition P4

CHAMBRE DE L'AGRICULTURE - ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE BIOTECHNOLOGIE

Signature d'une convention de partenariat à Constantine

Une convention de coopération et de partenariat a été signée, lundi à Constantine, entre la chambre de l'agriculture et l'Ecole nationale supérieure de biotechnologie (ENSB) Toufik-Khaznadar.
L'accord a été signé à la maison de la culture Malek-Haddad, en marge du 7e colloque national sur le développement des céréales d'hiver, par le directeur de l'ENSB, Douadi Khelifi, et le président de la chambre de l'Agriculture de Constantine, Mehdi Dali. En vertu de cette convention, les acteurs du secteur agricole seront accompagnés et bénéficieront des compétences et des expertises scientifiques et techniques dans le domaine de la biotechnologie et de ses applications dans le secteur agricole.
La convention vise à établir un cadre de partenariat entre les deux institutions afin de renforcer l'échange d'expertises et de connaissances, et de tirer parti des capacités scientifiques et techniques disponibles de l'ENSB au service du secteur agricole.
Il est également prévu, aux termes de la convention, de soutenir la coopération dans les domaines de la recherche scientifique, de la formation et de l'encadrement, dans l'optique de contribuer au développement des technologies agricoles.

R E.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A SOULIGNÉ

«Nous voulons propulser l'Algérie là où elle mérite d'être»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que le niveau de développement atteint par l'Algérie appelle aujourd'hui la contribution de ses scientifiques, où qu'ils se trouvent, afin d'accompagner le pays dans une nouvelle étape de son développement.

Synthèse Zahir R.

Cette démarche se concrétise notamment à travers le Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, appelé à constituer une passerelle entre les compétences algériennes établies à l'étranger et celles exerçant dans le pays. « Le niveau de développement actuel en Algérie appelle la contribution de ses scientifiques, où qu'ils se trouvent, pour passer, ensemble, à une nouvelle étape », a déclaré le président Tebboune lors d'une rencontre, dimanche au siège de la Présidence de la République, avec les membres du Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger. S'adressant aux membres du Conseil, le Président Tebboune a souligné qu'ils représentent « l'élite de l'élite du pays dans tous les domaines », mettant en avant le rôle des compétences scientifiques et universitaires dans l'accompagnement de la dynamique de développement engagée par l'Algérie. « Le pays se développe grâce à ses enfants et à ses diplômés universitaires », a-t-il relevé, rappelant dans ce contexte la structure démographique du pays, où les moins de 40 ans représentent plus de 70% de la population.
Pour le chef de l'Etat, les efforts engagés aujourd'hui sont destinés à produire leurs effets sur le long terme. « Ce que nous sommes en train de semer va tenir au moins une vingtaine ou une trentaine d'années », a-t-il déclaré, estimant que cette dynamique doit permettre à l'Algérie de « se propulser là où elle mérite d'être, par rapport à l'ambition de ses enfants ».

Un vivier mondial de compétences

Cette volonté de mobiliser les compétences algériennes établies à l'étranger trouve un prolongement concret dans les travaux du Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger. Son coordonnateur, le Pr Elias Zerhouni, a salué l'initiative présidentielle visant à réunir les compétences scientifiques algériennes et à les associer au développement national. Présentant au président de la République un rapport d'activité, accompagné d'un dossier sur les efforts accomplis et d'une feuille de route pour les douze prochains mois, il a fait état de réactions « très positives » au sein du Conseil et auprès des scientifiques, experts et ingénieurs algériens à travers le monde. « On vit à l'étranger, mais nous ne sommes pas étrangers. Nous sommes Algériens avant tout », a affirmé le Pr Zerhouni, soulignant la volonté des membres du Conseil de mettre leurs parcours et leurs expertises au service du développement de leur pays. Selon lui, de nombreux experts manifestent déjà leur intérêt pour rejoindre cette initiative. Cette mobilisation doit permettre de constituer un vivier plus large de compétences et de renforcer les liens entre les scientifiques établis à l'étranger et leurs homologues en Algérie.
Le coordonnateur du Conseil a également insisté sur trois principes devant guider son action, notamment l'absence d'initiatives « dans l'isolement », la coopération bilatérale avec les compétences nationales et la nécessité de « rassembler la communauté algérienne qualifiée à l'étranger pour constituer un vivier plus grand ». Il a, par ailleurs, plaidé pour une « attitude de responsabilité vis-à-vis des priorités nationales ». Les membres du Conseil ont, de leur côté, mis en avant l'importance accordée par le président de la République à la science, à l'innovation et au transfert de compétences, dans le cadre de la consolidation d'une économie fondée sur la connaissance.

RÉVISION DE LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

Un "tournant" dans le secteur, selon le ministre

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Sid Ali Khaldi, a souligné, hier à Alger, l'importance de la révision de la loi d'orientation agricole récemment ordonnée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, estimant qu'elle marquera un "tournant" dans le secteur. Dans une allocution prononcée à l'ouverture de sa rencontre avec les directeurs des services agricoles au niveau des wilayas, dans le cadre des préparatifs pour la saison agricole 2026-2027, le ministre a indiqué que "la révision de la loi d'orientation agricole, qui associera l'ensemble des acteurs concernés, marquera, sans nul doute, un tournant dans le secteur, permettant de s'adapter aux évolutions en cours dans le domaine agricole", soulignant que "la filière céréalière est au cœur de cet enjeu, car elle représente la base de l'alimentation des Algériens tout en pesant sur la facture d'importation". "Chaque quintal produit est un quintal de moins importé, mais surtout une devise économisée, un revenu décent généré pour nos agriculteurs et des emplois supplémentaires créés pour nos enfants", a-t-il soutenu. Il s'agit d'un "enjeu de souveraineté" qui exige la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour accompagner les agriculteurs et les producteurs et les encourager à augmenter la production et le rendement, a insisté le ministre, soulignant que l'Algérie a tout le potentiel pour relever ce défi : de vastes étendues de terres fertiles, une expertise agricole et un encadrement administratif et technique dans chaque wilaya et chaque commune, et des instituts de recherche développés.
Evoquant les objectifs de la nouvelle saison agricole, M. Khaldi a notamment cité l'élargissement des superficies cultivées en céréales, l'introduction de nouvelles variétés de blé et l'élaboration de la carte agricole, conformément aux hautes instructions du président de la République.

R E.

RENCONTRE À BOUIRA SUR LE TOURISME INTELLIGENT

L'IA, un moyen incontournable pour promouvoir la destination Algérie

Les progrès technologiques, dont l'intelligence artificielle (IA), sont des moyens incontournables à exploiter pour développer davantage le tourisme et promouvoir la destination Algérie, ont indiqué lundi des participants à un colloque sur le "Tourisme intelligent", organisé à l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira.
Au cours de cette rencontre organisée à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme (27 septembre), les intervenants, dont des enseignants, des chercheurs et des responsables du secteur, ont mis en exergue la nécessité d'être au diapason des mutations numériques et technologiques que connaît le monde pour promouvoir la destination Algérie. Placée sous le thème "L'agenda numérique et l'IA pour redessiner le secteur du tourisme", cette rencontre "revêt une dimension hautement stratégique, car elle traduit l'ambition de l'Etat d'opérer une transition technologique profonde pour bâtir une identité touristique algérienne unique", a déclaré la directrice du tourisme, Mme Bouridane Leila, en marge de ce colloque.
La même responsable a estimé qu'il est temps de relever ce défi afin de valoriser davantage le patrimoine touristique dans toute sa diversité, à travers un usage maîtrisé des technologies, notamment l'IA, qui, selon elle, permet de promouvoir davantage la destination Algérie. Dans son intervention, Mme Bougarne Nadia , enseignante à l'Ecole nationale supérieure du Tourisme (ENST), a estimé que le tourisme intelligent redéfinit la manière dont les destinations touristiques sont imaginées, choisies et vécues, en plaçant les technologies numériques et les données au cœur de l'expérience touristique.
Mme Bougarne a proposé "l'examen, à partir du cas algérien, la manière dont le marketing d'influence transforme la promotion touristique numérique". Elle a plaidé également pour "l'élaboration préalable d'un cadre conceptuel du tourisme intelligent et du marketing d'influence, afin que l'analyse puisse s'appuyer sur des données statistiques récentes relatives à l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux en Algérie".
Les intervenants ont plaidé, aussi, pour un "recours maîtrisé" à l'IA et à la technologie afin de bénéficier de la "révolution numérique", qui, ont-ils souligné, "a profondément transformé les modes de découverte, de planification et de consommation du voyage".
Ils ont enfin conclu que la numérisation et l'IA s'imposent désormais comme des moteurs incontournables d'un développement touristique moderne, flexible et durable, en parfaite adéquation avec les attentes des voyageurs contemporains.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

COOPÉRATION ET TRANSFERT D'EXPERTISE

Sonatrach renforce sa présence en Afrique

Forte de son expérience dans l'amont pétrolier et gazier, mais aussi dans le raffinage, la pétrochimie, les services et la formation, Sonatrach déploie progressivement un modèle fondé sur le partenariat, le partage d'expertise et la valorisation conjointe des ressources. Cette démarche lui permet de consolider ses positions dans plusieurs pays africains et d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération.

Par Selma R.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, le vice-président de Sonatrach chargé de la Stratégie, de la Planification et de l'Économie, Fayçal Réda Laraba, a souligné que cette approche repose sur une logique de partenariat « d'égal à égal », couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique. L'objectif, a-t-il expliqué, est de ne pas limiter la coopération à l'exploration et à la production, mais de l'étendre à la transformation, à la commercialisation, ainsi qu'au transfert de savoir-faire et à la formation des ressources humaines. Le Niger en offre une illustration concrète : présente depuis 2005 sur le périmètre de Kafra, Sonatrach a franchi une étape clé avec le succès du forage Kafra 1. Un programme d'appréciation de deux ans, comprenant quatre puits d'exploration et une campagne sismique complémentaire, a ainsi été lancé en août dernier afin d'évaluer le potentiel du périmètre et de préparer un éventuel plan de développement global. Ce partenariat intégré vise la production, le raffinage, la pétrochimie et la commercialisation conjointes. « Nous essayons de mettre en place un modèle de coopération qui permet à notre partenaire de bénéficier de toute l'expérience de Sonatrach », a conclu le responsable.

Cette logique de coopération Sud-Sud se retrouve également dans le projet du Gazoduc transsaharien (TSGP), un ouvrage d'intégration énergétique reliant le Nigeria à l'Algérie via le Niger. Ce projet, qui représente un investissement estimé à 13 milliards de dollars pour une capacité minimale de 30 milliards de mètres cubes de gaz par an, entre dans une phase opérationnelle décisive. Des relevés topographiques seront lancés en octobre prochain sur le territoire nigérien, sous la supervision du comité ministériel tripartite (Algérie, Niger, Nigeria). Du côté algérien, le tracé le long de la route transsaharienne est déjà balisé pour raccorder la frontière au Centre national de dispatching gaz (CNDG) de Hassi R'Mel. Pour Fayçal Réda Laraba, le TSGP ne se réduit pas à un simple rôle de transport : « Il faut voir ce projet comme un projet intégrateur », a-t-il affirmé, évoquant la création d'un écosystème industriel local autour du gaz, notamment pour la production d'engrais destinés à l'agriculture et à l'industrie.

La stratégie continentale de Sonatrach ne se limite toutefois pas au Niger. En Libye, sa filiale à 100 % SIPEX finalise un plan de développement sur les blocs 95, 96 et 65 du bassin de Ghadamès, en vue de le soumettre à la National Oil Corporation (NOC). Parallèlement, des discussions et des échanges d'expérience sont menés avec plusieurs pays africains (Tchad, Mauritanie, Kenya, Mozambique, Sénégal) dans les domaines de l'exploration, du gaz et des expertises offshores et onshore. Cette expansion permet à Sonatrach de mobiliser ses filiales spécialisées (ENAFOR et ENTP pour le forage, ENAGEO pour la sismique, SOMIZ et SOMIK pour la maintenance), ainsi que ses entités dédiées au dessalement d'eau de mer et aux engrais. « Sonatrach ne vient pas seulement avec ses capacités d'investissement, mais également avec tout un écosystème de compétences », a souligné Fayçal Réda Laraba, mettant en avant la complémentarité des métiers du groupe.

La transmission du savoir-faire constitue un volet central de cette stratégie africaine. Sonatrach s'appuie sur l'Institut algérien du pétrole (IAP) pour les métiers de l'énergie et sur la Sonatrach Management Academy (SMA) pour les formations continues et la gouvernance d'entreprise. Ces programmes visent à construire « une coopération durable, basée sur le partage de l'expérience et le développement des compétences », selon Fayçal Réda Laraba.

Cette démarche s'adosse au profil gazier de l'Algérie, forte de ses infrastructures d'exportation (gazoducs Medgaz et Transmed, installations GNL). Le groupe consolide enfin cette dimension continentale par son engagement actif au sein des organisations internationales (OPEP, GECF, APPO), comme en témoigne la présence de cadres algériens tels que Farid Ghezali, secrétaire général de l'APPO. De Kafra au Niger à la Libye, en passant par le TSGP, Sonatrach déploie ainsi un modèle de coopération intégrée associant ressources, infrastructures, expertise et formation.

HYDROCARBURES

Vers un renforcement de la coopération entre l'Algérie et la Grèce

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, lundi, le président du Parlement de la République hellénique, Nikitas Kaklamanis, en visite de travail en Algérie, avec lequel il a examiné les perspectives de renforcement et d'élargissement des relations de coopération bilatérale, notamment dans les domaines liés aux hydrocarbures, indique un communiqué du ministère La rencontre, tenue en présence de l'ambassadeur de la République hellénique auprès de l'Algérie, du vice-président du Conseil de la nation, Mohamed Larbi Slimani, et de nombre de cadres et responsables des deux parties, a permis de passer en revue l'état des relations de coopération bilatérale entre les deux pays et les perspectives de leur renforcement et de leur élargissement, notamment dans le domaine des hydrocarbures, et d'examiner les moyens de promouvoir les partenariats économiques et d'investissement, à la lumière des relations d'amitié historiques unissant les deux pays, précise le communiqué.

A cette occasion, les deux parties ont souligné l'importance de la dynamique que connaissent les relations algéro-grecques, mettant en avant la nécessité de poursuivre les efforts visant à promouvoir la coopération bilatérale et à intensifier la concertation et l'échange d'expertises et d'expériences, au service des intérêts communs des deux pays.

Les deux parties ont également évoqué les perspectives de renforcement de la coopération commerciale dans les domaines du pétrole brut, des produits pétroliers et du gaz naturel liquéfié (GNL), tout en explorant de nouvelles opportunités pour le développement des échanges.

Dans ce contexte, le ministre d'Etat a passé en revue les différentes possibilités de coopération dans le secteur des hydrocarbures, soulignant que "l'Algérie constitue un partenaire stratégique fiable pour la Grèce dans l'approvisionnement en hydrocarbures, notamment en gaz naturel". Et de rappeler, à ce propos, le partenariat en place entre Sonatrach et le groupe énergétique grec DEPA.

M. Arkab a également souligné l'importance du développement des partenariats et des investissements, notamment dans l'exploitation et la production des hydrocarbures, en vue de renforcer la production, particulièrement de gaz naturel, parallèlement à l'intensification des efforts de recherche et d'exploration. Il a également insisté sur l'importance du renforcement de la coopération dans le domaine de la réduction des émissions de méthane et de la diminution de l'empreinte carbone.

Le ministre d'Etat a, par ailleurs, appelé les entreprises grecques opérant dans le secteur des hydrocarbures à renforcer leur présence et à investir en Algérie, notamment dans l'industrie pétrolière et gazière, en bénéficiant des facilités et avantages offerts par les nouveaux cadres juridiques régissant l'investissement et le secteur des hydrocarbures en Algérie.

L'accent a également été mis sur l'importance d'encourager la participation des entreprises grecques aux projets énergétiques algériens, notamment dans la fabrication locale des équipements et matériels liés à l'industrie pétrolière et gazière, en vue de contribuer au développement des capacités industrielles et technologiques, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de partenariat entre les entreprises algériennes et grecques.

De son côté, M. Kaklamanis s'est félicité du niveau des relations unissant l'Algérie et la Grèce, soulignant l'importance de la poursuite du renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans le domaine des hydrocarbures, en tant que levier à même de soutenir les relations entre les deux pays et d'élargir les domaines de coopération bilatérale.

R E.

GRANDS PROJETS À L'EST ET À L'OUEST

La mue des ports algériens s'accélère

Par S R.

La transformation du système portuaire algérien entre dans une phase d'accélération, portée par d'importants investissements dans les infrastructures, les équipements et la numérisation. Deux projets illustrent particulièrement cette dynamique : l'extension du port d'Arzew, dont les travaux ont atteint 61 %, et le nouveau quai minéralier du port d'Annaba, conçu pour accompagner la montée en puissance du projet intégré de phosphate avec une capacité cible de 10 millions de tonnes par an. À cela s'ajoutent les projets structurants engagés à Djen Djen, Mostaganem et Alger.

Les ports constituent un maillon essentiel de l'économie nationale, puisqu'ils assurent environ 95 % des échanges commerciaux extérieurs de l'Algérie. Pour le groupe des Services portuaires (SERPORT), l'enjeu consiste désormais à faire évoluer l'ensemble de la chaîne portuaire afin de réduire les délais, d'améliorer la productivité et de renforcer la compétitivité du commerce extérieur. Le PDG de SERPORT, Ali Boulaaras, a expliqué que la nouvelle stratégie repose sur une vision globale. « Nous ne sommes plus dans une logique d'amélioration ponctuelle des performances, mais dans la construction d'un système portuaire moderne, efficient et compétitif », a-t-il indiqué sur les ondes de « la Chaîne I » de la radio nationale.

Cette vision se traduit d'abord par de grands chantiers d'infrastructures. À Arzew, le projet d'extension du Môle 5 atteint 61 % d'avancement (91 % pour la première phase opérationnelle). Étendu sur 55 hectares avec un quai de 750 mètres, il renforcera les capacités du port d'ici sa livraison en 2027 et s'inscrit dans un programme national incluant réhabilitation, dragage et stockage. « L'infrastructure reste un élément fondamental, mais elle doit être accompagnée par les équipements, la digitalisation et une meilleure coordination de tous les intervenants », a souligné Ali Boulaaras. À l'autre extrémité du pays, le port d'Annaba développe un quai minéralier de 1 600 mètres (16 mètres de tirant d'eau, relié au fer) pour traiter 10 millions de tonnes de phosphate par an et accueillir des navires de 80 000 à 90 000 tonnes. Avancé à 55 %, le chantier, confié au groupement CHEC-COSIDER-MEDITRAM, sera livré en mars 2027 et créera 5 000 emplois. Ces projets répondent à une même logique : « Chaque port doit pouvoir valoriser ses atouts et sa position pour développer une vocation particulière », a affirmé le PDG de SERPORT. C'est le cas à Djen Djen (Jijel), où les études sont finalisées pour un bassin de 20 mètres de profondeur et 122 hectares d'aménagements, destinés à accueillir des géants de 24 000 EVP et à faire du port un hub logistique africain. À Mostaganem, port pilote pour l'import-export public, une aire de 10 000 conteneurs est déjà en service, cinq hectares sont en cours d'aménagement et un troisième bassin est à l'étude pour desservir douze wilayas.

Parallèlement, la transformation du secteur s'appuie sur une enveloppe de 60 milliards de dinars (2025-2026), dont 21 milliards en 2026, consacrée à la modernisation des équipements (portiques, grues) et à la numérisation via le Guichet unique. « La numérisation doit permettre de fluidifier les procédures et de donner davantage de visibilité à l'ensemble des opérateurs de la chaîne logistique », a expliqué Ali Boulaaras.

CROISSANT-ROUGE ALGÉRIEN

Organisation d'une campagne de don de sang à Alger

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a organisé, dimanche à Alger, une campagne de don de sang visant à encourager la participation des citoyens à ce type d'initiatives et à promouvoir des comportements sains, contribuant à la préservation de la santé.
Cette initiative vise, selon ses organisateurs, à collecter le plus grand nombre possible de poches de sang et à les acheminer directement vers le Centre de transfusion sanguine (CTS) de l'hôpital de Zéralda, afin de prendre en charge les grands brûlés, tout en contribuant à promouvoir et à ancrer la culture du don régulier de sang et à sensibiliser la société à sa noble portée humanitaire.
A ce propos, la bénévole du CRA, Wassila Benouareth, a estimé que cette initiative, organisée en coordination avec l'Agence nationale du sang (ANS), vient dans "le prolongement des programmes et des initiatives menés par le CRA à travers les différentes wilayas du pays, en vue de sensibiliser à l'importance du don de sang et d'encourager les citoyens à y participer, tout en contribuant à augmenter les réserves de sang et à assurer la disponibilité de cette matière vitale au profit des patients et des blessés, notamment dans les cas nécessitant une transfusion sanguine urgente".
A travers ses campagnes continues de don de sang, le CRA réaffirme l'importance de faire du don "un comportement sain profondément ancré, le sang étant une matière vitale qui ne peut être fabriquée ni remplacée".

R E.

SALON INTERNATIONAL DES TRAVAUX PUBLICS (SITP 2026)

Les technologies et solutions innovantes au cœur de la 21e édition

La 21e édition du Salon international des travaux publics (SITP 2026) se tiendra du 23 au 26 novembre prochain au Palais des Expositions des Pins Maritimes (Alger), avec la participation de plusieurs acteurs nationaux et étrangers activant dans le domaine des travaux publics et des infrastructures de base.
Organisé par le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, en partenariat avec « Algeria Exhibitions», filiale du groupe SAFEX, ce rendez-vous professionnel réunira notamment des entreprises nationales et étrangères, des fabricants, des opérateurs économiques, des bureaux d'études, ainsi que des experts et professionnels du secteur.
Cette nouvelle édition se veut un espace professionnel et économique consacré à la présentation des dernières technologies, équipements et solutions innovantes dédiés aux travaux publics et aux infrastructures de base, tout en favorisant les échanges et la recherche d'opportunités de partenariat entre les entreprises algériennes et leurs homologues étrangères.
Le salon vise également à contribuer au renforcement du rôle des entreprises nationales et de la sous-traitance locale dans la réalisation des différents projets d'infrastructures, à travers notamment le partage d'expériences et la valorisation des compétences et solutions disponibles. Les participants exposeront leurs produits et services dans plusieurs spécialités, notamment les techniques modernes de réalisation, les équipements routiers et ferroviaires, la signalisation et la sécurité routière, ainsi que les infrastructures maritimes et aéroportuaires.
Le programme prévoit également la présentation d'engins et d'équipements de chantier, de matériels de traitement, de levage et de manutention, ainsi que de solutions destinées aux laboratoires d'essais et de contrôle des matériaux de construction.
La topographie, la métrologie, le contrôle de la qualité, l'ingénierie et les bureaux d'études figurent également parmi les domaines représentés, aux côtés de la recherche et du développement, de la numérisation, des systèmes d'information et de communication et des technologies modernes.
Le SITP 2026 accordera, par ailleurs, une place aux matériaux de construction ainsi qu'aux solutions innovantes et durables, dans le cadre des efforts visant à accompagner l'évolution des infrastructures et l'introduction de nouvelles technologies dans le secteur des travaux publics.
En marge de l'exposition, des conférences, des journées d'étude et des ateliers spécialisés seront organisés avec la participation d'experts, de professionnels et de représentants des institutions et organismes concernés. Ces rencontres porteront notamment sur les principales problématiques et les enjeux d'actualité liés au développement des travaux publics et des infrastructures de base.
À travers cette manifestation, les organisateurs ambitionnent de renforcer les échanges entre les différentes composantes du secteur, de favoriser les partenariats et de contribuer à l'accompagnement du processus de développement et de modernisation des infrastructures en Algérie.

Synthèse R E

ENTREPRENEURIAT DES JEUNES

Clôture de la manifestation du secteur de la formation professionnelle, 12 équipes en finale

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, a présidé, dimanche, la cérémonie de clôture de la manifestation sur l'entrepreneuriat et l'innovation dans le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, organisée en collaboration avec l'association Injaz El Djazaïr. La manifestation a été marquée par une compétition ayant réuni, six mois durant, 356 stagiaires issus de plus de 20 instituts de formation, qui ont bénéficié d'une formation en matière de gestion et de promotion des start-up. L'évènement a réuni 48 équipes, dont 12 se sont qualifiées pour la phase finale, au cours de laquelle ont été présentés des projets relevant de divers domaines, notamment la cybersécurité, le tourisme, la santé et l'énergie, certains d'entre eux ayant atteint le stade de la réalisation de prototypes.
Dans une allocution prononcée à cette occasion, la ministre a précisé que cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à "permettre aux jeunes d'accéder au marché du travail, tant par le recrutement que par la création d'entreprises et de projets, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".
Les équipes participantes ont entrepris de développer des solutions à des problèmes réels liés à leurs domaines professionnels et aux besoins des clients, a-t-elle ajouté, considérant que la réussite d'un projet ne dépend pas uniquement de l'idée innovante, mais également de sa capacité à répondre à un besoin réel, à trouver des opportunités de financement et à assurer sa pérennité.
Elle a, à cet égard, insisté sur l'importance de poursuivre l'accompagnement des projets au-delà de la compétition, notamment ceux ayant atteint la phase finale, soulignant que "parvenir à la finale constitue en soi une réussite, mais le véritable défi réside dans le passage de ces projets à la phase de mise en œuvre et dans la transformation des idées en activités viables et pérennes".

R E.

USTO-MB

50 postes de formation doctorale ouverts au titre de l'année universitaire 2026-2027

Quelque 50 postes de formation en doctorat ont été ouverts au titre de l'année universitaire 2026-2027 par l'Université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf" (USTO-MB) d'Oran, a-t-on appris, lundi, auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. Ces postes sont répartis entre plusieurs filières et spécialités relevant du domaine des Sciences et Technologies (ST), selon la même source. Cette démarche intervient en application de l'arrêté n 51 portant habilitation de l'USTO-MB à assurer une formation doctorale dans le cadre de l'Ecole doctorale "Ingénierie des hydrocarbures, de l'exploration à la valorisation", précise-t-on.
Dans ce cadre, 15 postes ont été ouverts dans la filière Electrotechnique, répartis entre les spécialités "Contrôle électrique", "Génie électrique industriel", "Réseaux électriques", "Machines électriques" et "Energies renouvelables". Pour la filière Industrie pétrochimique, 10 postes ont été consacrés aux spécialités "Raffinage et pétrochimie" (5 postes) et "Génie pétrochimique" (5 postes).
La filière Génie mécanique bénéficie, pour sa part, de 10 postes, répartis entre les spécialités "Energétique" (5 postes) et "Construction mécanique" (5 postes).
S'agissant de la filière Ingénierie de commande, 3 postes sont prévus pour la spécialité "Ingénierie de commande et informatique industrielle". Trois 3 autres postes sont réservés à la filière Electromécanique, dans la spécialité "Electromécanique".
Par ailleurs, six 6 postes ont été ouverts dans la filière Electronique, dont 3 pour la spécialité "Instrumentation" et 3 pour la spécialité "Electronique des systèmes intégrés".
Enfin, 3 postes ont été ouverts dans la filière Génie biomédical, au profit de la spécialité "Equipements biomédicaux".

APS

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 27 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Septembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعارالتجزئة[1] دج / كلغ		Produits
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	110	119	100	البطاطا	خضر طازجة	Légumes frais
	Tomate	118	132	104	الطماطم		
	Oignon sec	79	86	71	البصل الجاف		
	Ail sec	806	875	737	الثوم الجاف		
	Carotte	142	153	131	الجزر		
	Navet	166	181	151	اللفت		
	Poivron	149	161	136	الفلفل الاخضر		
	Piment	162	177	147	الفلفل الحار		
	Courgette	166	178	153	الكوسة		
	Haricot vert	296	321	270	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	187	202	171	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	422	522	321	التفاح المحلي	فواكه طازجة	Fruits frais
	Datte	498	608	387	التمر		
	Raisin	289	346	231	العنب		
	Melon	111	121	101	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	90	98	81	البطيخ الاحمر		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2235	2356	2113	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	Produits d'origine animale
	Poulet de chair	556	569	543	الدجاج		
	Œufs (Unité)	23	24	21	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	342,00	-0,87	-1,16	-5,20	7,29	7,60	290	99 180,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,00	0,15	116,43	-	906	738 390,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,11	7,56	7,64	43368	60 715 200,00
BIOPHARM	BIO	2 516,00	NC	0,00	0,05	0,76	6,69	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 039,00	2049,00	0,49	0,07	-6,47	8,49	8,54	51364	105 244 836,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	0,72	2,10	1,19	8,12	0	0,00

« Avec l'IA, l'innovation n'attend plus l'âge ni le diplôme»

De l'adolescent passionné de sciences au technicien récompensé à Genève, du spécialiste de cybersécurité à la diaspora scientifique internationale, une même question se pose désormais : comment transformer les talents algériens en innovation, puis l'innovation en valeur pour le pays ?

1ere partie

Kaci-Kacem AITYALLA (*)

Pendant longtemps, l'innovation a été associée à un parcours relativement linéaire : études, diplôme, expérience professionnelle, recherche, invention, puis éventuellement création d'une entreprise ou industrialisation.
L'intelligence artificielle commence à bouleverser cette chronologie.
Elle ne supprime ni le savoir, ni l'expérience, ni les compétences. Elle ne transforme pas davantage chacun de nous en ingénieur, chercheur ou entrepreneur. Mais elle abaisse certaines barrières d'entrée et raccourcit considérablement la distance entre une idée et la possibilité de la tester.
C'est peut-être l'une des transformations les plus importantes du Nouveau Monde qui se construit devant nous.

Le talent n'attend plus nécessairement les années

Le parcours de Mohamed Zakaria Hachlaf est révélateur.
Aujourd'hui âgé d'une vingtaine d'années et poursuivant son parcours universitaire en Chine, il raconte avoir commencé à travailler sur les sciences de l'espace et l'astronomie vers l'âge de 11 ans et avoir rédigé ses premiers ouvrages dans ce domaine vers 13 ans. Ses travaux se sont ensuite étendus à l'ingénierie aérospatiale et à l'intelligence artificielle. La presse algérienne rapporte également sa distinction par un « Innovation & Entrepreneurship Talent Award » à Pékin.
Au-delà des récompenses et des qualificatifs parfois enthousiastes qui accompagnent les jeunes talents, c'est le phénomène qui doit nous intéresser.
L'accès aux connaissances, aux outils numériques, aux communautés scientifiques et désormais à l'intelligence artificielle permet à certains jeunes de commencer à créer bien avant que les institutions traditionnelles ne leur aient délivré leurs premiers titres.
Cela ne signifie pas que le diplôme devient inutile.
Cela signifie que le diplôme n'est plus nécessairement le point de départ de la capacité à créer.

Quand un technicien transforme une idée en innovation internationale

Un autre parcours mérite notre attention : celui de Hachemi Ibrahim Abdelhak et du projet AI for Digital Inclusion — AIDI, porté par Algérie Télécom.
AIDI utilise l'intelligence artificielle et des données remontées par les utilisateurs pour identifier les fractures numériques : connectivité, accessibilité des services et compétences numériques.
L'objectif est notamment de fournir aux décideurs une cartographie permettant de mieux orienter infrastructures, investissements et programmes de formation.
En juillet dernier à Genève, le projet a été désigné lauréat des WSIS Prizes 2026 de l'Union internationale des télécommunications, dans la catégorie consacrée aux infrastructures de l'information et de la communication. L'UIT confirme officiellement Algérie Télécom comme organisation porteuse et AIDI comme projet lauréat.
Selon le ministère algérien de la Poste et des Télécommunications, le projet est celui de Hachemi Ibrahim Abdelhak et figurait parmi 1 595 projets provenant de 122 pays.
Ce cas est intéressant parce qu'il rappelle une évidence que nos sociétés oublient parfois : l'innovation ne se limite pas aux laboratoires prestigieux, aux grandes écoles ou aux multinationales.
Elle peut naître partout où se rencontrent un problème réel, une compétence, une idée et la possibilité de la concrétiser.

Et même une trajectoire peut changer de finalité

Il existe enfin des parcours beaucoup plus complexes.
Hamza Bendelladj, connu autrefois sous le pseudonyme BX1 et pour son passé dans la cybercriminalité, présente aujourd'hui publiquement sur GitHub AI-GuardSIEM, un projet de plateforme SIEM/XDR consacré à la détection et à l'analyse des cybermenaces. Son profil et le dépôt sont effectivement accessibles publiquement.
Il ne s'agit évidemment ni d'effacer le passé ni de transformer la cybercriminalité en parcours héroïque.
Mais son évolution pose une question que l'Algérie aurait tort d'éviter :
Que faisons-nous de nos compétences exceptionnelles lorsqu'elles apparaissent en dehors des parcours conventionnels ?
Savons-nous les identifier ? Les former ? Les encadrer ? Leur donner une finalité utile ? Les orienter vers la cybersécurité, l'industrie, la recherche et la protection de nos infrastructures ?
Une compétence technique n'est, en elle-même, ni une politique industrielle ni une contribution au bien commun.
C'est la finalité qu'on lui donne, le cadre dans lequel elle s'exerce et ce qu'elle permet de construire qui transforment une capacité en valeur pour la société.

Internet avait ouvert le savoir. L'IA ouvre une nouvelle étape

Internet avait déjà démocratisé l'accès au savoir, à l'information et aux marchés.
L'intelligence artificielle franchit aujourd'hui une étape supplémentaire : elle commence à démocratiser une partie des moyens permettant de transformer ce savoir en production.
Un jeune talent, un technicien, un chercheur, un ingénieur ou un entrepreneur peut désormais franchir beaucoup plus rapidement certaines étapes entre l'idée et le prototype.
Une IA peut aider à rechercher, traduire, programmer, modéliser, simuler, documenter, comparer, concevoir ou tester.
Elle peut donc raccourcir la distance entre :
« J'ai une idée » et « Je peux démontrer que cette idée fonctionne. »
Mais attention à une nouvelle illusion.
Cela ne signifie absolument pas que tout le monde devient ingénieur, chercheur ou entrepreneur parce qu'il dispose d'une IA.
La puissance de l'outil ne remplace pas la compétence humaine. Elle peut l'augmenter.
Et plus nous apprenons à travailler avec ces outils, plus nous devons également préserver notre capacité à comprendre ce qu'ils produisent, à les contester, à détecter leurs erreurs et, lorsque cela devient nécessaire, à travailler sans eux.

Le brevet n'est pas encore l'innovation

C'est ici que nous retrouvons un sujet déjà abordé dans JALIYA Info.
L'Algérie possède des chercheurs, des inventeurs, des ingénieurs et des détenteurs de brevets remarquables.
Nous aimons, à juste titre, célébrer leurs réussites.
Mais un brevet n'est pas encore une industrie.
Une invention n'est pas encore un produit.
Un prototype n'est pas encore une entreprise.
Et une innovation qui ne rencontre ni marché, ni utilisateur, ni industrialisation risque de rester une réussite intellectuelle sans devenir une création de valeur.
La chaîne complète devrait plutôt être :
Idée → IA → Prototype → Innovation → Protection → Industrialisation → Marché → Valeur.
C'est sur cette chaîne que se jouera une partie de notre avenir économique.

Une évolution majeure vient justement de se produire à Alger

Le moment est particulièrement intéressant car cette réflexion sur les talents individuels rencontre désormais une initiative institutionnelle.

(A suivre)

(*) Fondateur PACAH™ Président d'honneur fondateur du Cluster Digital Africa

***Note de transparence: Cet article a été élaboré selon une démarche PACAH™ associant intelligence artificielle et analyse humaine.**

OUARGLA

Onze résidences universitaires bénéficient d'opérations d'entretien et de réhabilitation

Onze (11) résidences universitaires de la wilaya d'Ouargla ont bénéficié d'opérations d'entretien et de réhabilitation en prévision de la rentrée universitaire 2026/2027, afin d'assurer aux étudiants des conditions d'hébergement adéquates, a-t-on appris lundi des responsables des œuvres universitaires.
Les opérations de réhabilitation ont concerné plusieurs pavillons de ces résidences avec notamment la mise en service des chambres en vue d'accueillir les étudiants et la réhabilitation des sanitaires .
Elles ont ciblé également les réfectoires et la salubrité des espaces intérieurs et extérieurs, outre l'aménagement des espaces verts et des allées, a précisé la source, soulignant que la capacité d'accueil des résidences universitaires de la wilaya, dépasse les 13.000 lits.
Ces structures disposent également d'unités de médecine préventive dotées d'équipements nécessaires, et sont desservies par un réseau de transport universitaire avec plus de 65 bus, en plus du tramway.
Les structures d'hébergement universitaire ont fait l'objet de visites d'inspection de la part des responsables du secteur dans la wilaya d'Ouargla, afin de s'enquérir de leur niveau de préparation et d'accélérer les préparatifs en prévision de l'accueil des étudiants dans de bonnes conditions. L'Université "Kasdi Merbah" d'Ouargla accueillera, au titre de l'année universitaire 2026/2027, plus de 30.000 étudiants, dont quelque 6.000 nouveaux inscrits, ainsi que des étudiants étrangers issus de différents pays, notamment africains.

R E.

FORMATION PROFESSIONNELLE /AÏN- DEFLA

Plus de 6.000 places pédagogiques pour la session d'octobre 2026

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Aïn- Defla propose 6.055 places pédagogiques pour la prochaine rentrée professionnelle, prévue le 4 octobre prochain, dans les différents modes et spécialités de formation, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du secteur. Selon le directeur du secteur, Mohamed Bouzar, le nombre d'inscrits pour la session d'octobre a dépassé 7.000 inscrits, soit plus que le nombre de places programmées, témoignant de l'intérêt croissant pour la formation professionnelle dans la wilaya. Afin d'adapter l'offre aux besoins du marché du travail et aux exigences de l'activité économique locale, quatre nouvelles spécialités ont été introduites pour cette session, soit gazon naturel, structures métalliques, mécanisation et engrais naturels. Ces nouvelles formations répondent notamment aux besoins en main-d'œuvre qualifiée des entreprises publiques chargées de projets structurants, telles que l'Algérienne des autoroutes, Algérie Poste et Algérie Télécom, ainsi qu'à ceux des entreprises économiques locales, a souligné le responsable.

R E.

AÏN TEMOUCHENT

Lancement d'un projet de raccordement de plus de 1.400 logements au gaz de ville dans les communes de Oulhaça et Sidi-Ouriach

Le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a donné, dimanche, le coup d'envoi d'un projet de raccordement 1.472 logements au gaz de ville dans les communes de Oulhaça et Sidi-Ouriach.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL), auquel une enveloppe financière de 318 millions de dinars a été consacrée. Il prévoit le raccordement de 757 logements, répartis dans les villages de Betikha, El-Gaâda, Sidi Hassaïne, El-Karma, Ouled Sidi Bouazza, Dehamna, Boubahr et Sidi Abdelkader, au réseau de gaz de ville, a indiqué la directrice de l'Energie et des Mines de la wilaya, Thouria Abbou.
Ce projet vient compléter les travaux déjà en cours visant le raccordement de 715 logements, répartis dans dix autres agglomérations rurales situées dans les communes de Oulhaça et Sidi-Ouriach, au réseau de gaz naturel. "La réception de l'ensemble de ces travaux est prévue dans des délais allant de cinq à quinze mois", a fait savoir la responsable. Le wali d'Aïn Temouchent a souligné l'importance de ce projet qui, a-t-il indiqué, s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des habitants à travers les différentes régions de la wilaya.
Dans la commune de Sidi-Ouriach, le wali d'Aïn Temouchent a également donné le coup d'envoi d'un projet destiné à renforcer l'alimentation en eau potable des communes de Oulhaça et Sidi-Ouriach. Ce projet de développement qui relève du programme sectoriel de la direction des Ressources en eau au titre de l'année 2026, pour une enveloppe budgétaire de de 500 millions de dinars, vise à alimenter la commune de Sidi Ouriach en eau potable à partir du couloir Beni Saf-Oulhaça, sur une distance de 10 km, ainsi qu'à réaliser une station de pompage d'une capacité de 40 litres/seconde. Il prévoit également le raccordement des centres secondaires de la commune de Oulhaça au réseau d'eau potable sur une distance de 8 km, a précisé le directeur des Ressources en eau de la wilaya, Miloud Kerzazi.
Le projet comprend en outre la réalisation de deux ouvrages de stockage, d'une capacité totale de 5 500 m3, l'un d'une capacité de 5.000 m3 dans la commune de Oulhaça, et l'autre d'une capacité de 500 m3, sur le territoire de la commune de Sidi-Ouriach.
Le wali d'Aïn Temouchent a notamment insisté sur l'importance de ce projet, qui permettra d'améliorer et de régulariser l'approvisionnement quotidien en eau potable des habitants de ces deux communes, ainsi que des villages qui en dépendent.

APS

ILLIZI

Régularisation de plus de 200 guides touristiques et remise de cartes professionnelles

Plus de 200 guides touristiques dans la wilaya d'Illizi ont été régularisés et des cartes professionnelles ont été délivrées à certains d'entre eux, dans le cadre d'une opération nationale, a-t-on appris lundi auprès de la Direction du tourisme et de l'artisanat (DTA) de la wilaya. Le DTA, Mohamed Ali Ouidène, a expliqué à l'APS que cette opération nationale avait été lancée depuis la wilaya d'Illizi, en tant que wilaya pilote, et que la régularisation de la situation de ces guides constituera une "valeur ajoutée" pour le secteur touristique dans la wilaya. Des cartes professionnelles ont été remises à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du tourisme, présidée par le wali d'Illizi, Ahcène Khaldi, et qui a englobé plusieurs points, dont la visite d'un projet d'hôtel à l'entrée nord d'Illizi, actuellement à 70% de réalisation et livrable au mois d'avril prochain.
Cet établissement, dont les différentes structures ont été inspectées par la délégation de wilaya, contribuera à renforcer la capacité d'accueil hôtelière de la wilaya. Le programme de célébration de la journée du tourisme a comporté aussi la tenue d'un salon de l'artisanat au centre de l'artisanat "Daoudi Souna", au quartier El-Wiam, avec la participation de plusieurs artisans, dans le but de valoriser la diversité des produits artisanaux de la wilaya.

R E.

SIDI BEL-ABBÈS

Caravane de sensibilisation sur les offres de la formation professionnelle pour la session d'octobre 2026

Une caravane d'information et de sensibilisation sur les offres de formation professionnelle prévues pour la session d'octobre 2026 a été lancée dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris lundi auprès de la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP). Cette caravane, qui sillonnera les différentes communes et daïras de la wilaya pendant une semaine, vise à faire connaître aux demandeurs de formation les différentes opportunités de qualification et les filières professionnelles proposées au titre de cette session, selon la même source.
Le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Adel Khelili, a indiqué que cette opération, entamée dimanche, s'inscrit dans le cadre des actions de proximité visant à rapprocher les services du secteur des citoyens, notamment des jeunes résidant dans les zones éloignées.
Elle vise également à orienter les candidats vers les filières correspondant à leurs compétences et aux besoins du marché local de l'emploi, a-t-il précisé.
M. Khelili a ajouté que des conseillers d'orientation et des formateurs sont mobilisés dans le cadre de cette caravane pour fournir aux candidats des informations sur les différents modes de formation et les perspectives offertes par chacun d'eux.
Une attention particulière est accordée au mode de formation par apprentissage, qui représente la part la plus importante des places pédagogiques prévues pour cette session, a-t-il fait savoir, soulignant que ce mode permet d'allier formation théorique et pratique en milieu professionnel.
Selon le même responsable, les offres de formation retenues pour la session d'octobre 2026 ont été élaborées en fonction des besoins de l'économie et du marché de l'emploi, avec l'introduction de nouvelles spécialités liées notamment à la numérisation, à la transition énergétique et aux industries de précision.
La wilaya de Sidi Bel-Abbès compte ainsi 5.480 nouveaux postes pédagogiques pour cette session, dont 2.442 places dans les formations diplômantes, réparties entre 1.422 postes en apprentissage, 895 en formation présentielle, 75 en formation passerelle et 50 en cours du soir.
Quelque 3.038 postes sont, par ailleurs, réservés aux formations qualifiantes de courte durée, dont 950 postes pour les bénéficiaires de l'allocation chômage, 910 pour les détenus des établissements pénitentiaires, 710 pour les stagiaires des établissements privés, 200 pour les femmes au foyer et 120 au titre de la qualification initiale, en plus des formations conventionnées et de celles dispensées en milieu rural.
La carte de formation de cette session est également renforcée par huit nouvelles spécialités, portant sur la cybersécurité, la métrologie et l'instrumentation, le support informatique et la maintenance des ordinateurs, l'efficacité énergétique industrielle, l'électronique des systèmes embarqués, la gestion des déchets dangereux, l'électronique industrielle et la maintenance des équipements informatiques.
Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya dispose d'un réseau de 26 établissements publics, d'une capacité globale de 6.350 places, comprenant des instituts spécialisés, des centres de formation et des annexes, ainsi que de 12 établissements privés agréés offrant une capacité de 1.049 places en formation qualifiante.
Ces structures sont mobilisées pour assurer l'accueil et l'accompagnement des candidats dans le cadre de la rentrée de la session d'octobre 2026.

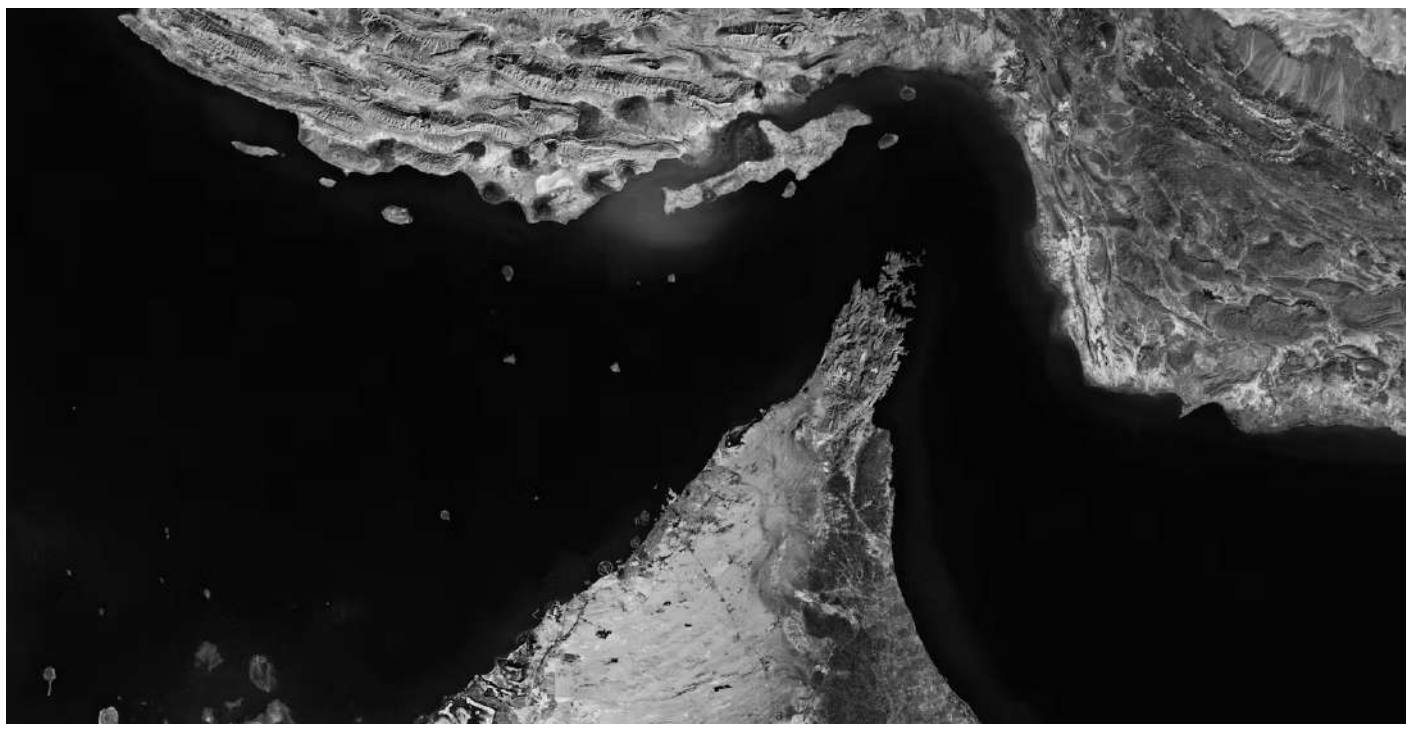
APS

ÉTATS UNIS, ARABIE SAOUDITE, RUSSIE

Trois géants du pétrole confrontés à leurs limites

Alors que le cours du baril flambe, les trois principaux producteurs de pétrole ont du mal à augmenter leur production. Guerre, effet des sanctions et intérêt à des prix hauts se conjuguent pour peser sur l'offre mondiale d'or noir. Si la fin du pétrole est encore loin, la tension actuelle sur le marché accélère la transition énergétique.

2e partieet fin



Par Patrice Geoffron, professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine – PSL.

S'y ajoute une contrainte budgétaire structurelle. Le Fonds monétaire international situe le prix d'équilibre budgétaire saoudien autour de 86 dollars, davantage encore si l'on intègre les dépenses du fonds souverain (Public Investment Fund, PIF). Le déficit du seul premier trimestre de 2026, 125 milliards de riyals (soit 29 milliards d'euros), a consommé les trois quarts de la cible annuelle, tandis qu'Aramco maintenait un dividende de base de 22 milliards de dollars par trimestre au prix d'un recours croissant à la dette.

On retrouve la logique de l'État rentier, décrite par Hazem Beblawi et Giacomo Luciani, où la légitimité se construit sur la capacité de redistribution plutôt que sur l'impôt, ce qui rend la dépense publique très rigide. Bassam Fattouh, Rahmatallah Poudineh et Rob West illustrent la difficulté propre à notre période. Pour un exportateur, la diversification est la seule protection contre la transition énergétique, mais elle doit être financée par la rente que cette transition menace. Diversifier coûte cher, et cela se paie en pétrole. Autrement dit, la sortie de la dépendance pétrolière exige, pendant la transition, une dépendance pétrolière renforcée.

Moscou, le ciseau des volumes et de la valeur

Quant à la Russie, elle subit une érosion sur trois fronts. Le premier est productif. L'AIE évalue sa capacité soutenable actuellement à 9,5 Mb/j, très en deçà des standards historiques. Les champs de Sibérie occidentale déclinent naturellement, et les projets censés prendre le relais (Arctique, formation de Bajenov, offshore profond) sont précisément ceux qui exigent les technologies occidentales sous sanctions depuis 2014, avec des contraintes encore durcies après 2022.

Le deuxième front est le raffinage. Les infrastructures russes ont traité environ 3,6 Mb/j en juillet, le niveau le plus bas depuis mai 2002, après une campagne de frappes de drones ukrainiens visant les installations à près de 200 reprises, depuis janvier. Il en résulte des restrictions de carburant sur une large part du territoire, et l'obligation d'exporter davantage de brut faute de pouvoir le raffiner, c'est-à-dire d'exporter moins de valeur ajoutée.

Le troisième front est le plus instructif. Henry Farrell et Abraham Newman ont montré que les réseaux économiques mondiaux produisent des goulots d'étranglement que les États qui les occupent transforment en instruments de coercition. La réorientation vers l'Asie après 2022 visait à échapper aux nœuds occidentaux. Elle a réussi, mais en reconstituant une vulnérabilité symétrique. Deux acheteurs, la Chine et l'Inde, concentrent l'essentiel des exportations maritimes russes. Le Centre de recherche sur l'énergie et l'air pur chiffre la décote de l'Oural à environ 20 dollars le baril, soit près de 25 %. Plus de la moitié du brut transporté par mer l'est par une flotte fantôme dont les coûts rognent la recette nette. Même si les volumes sont préservés, la valeur s'échappe.

Ce que la décarbonation change déjà

Il serait tentant de lire cette convergence comme l'entrée dans l'ère post-pétrolière. Ce serait très prématuré. Si la consommation mondiale recule bien en 2026, de 1,6 Mb/j selon l'AIE, l'Agence prévoit un rebond de + 2,7 Mb/j en 2027. Ce recul de 2026 est avant tout une destruction de demande, résultat conjugué de prix élevés et de ruptures logistiques, et non d'une substitution technologique seulement. Une demande qui repartirait aussi vite qu'elle s'est contractée ne traduirait pas une demande en voie d'attrition rapide.

Ce que la crise révèle est plus subtil. La puissance pétrolière n'est pas une propriété du sous-sol, mais un assemblage de quatre éléments, à savoir des réserves accessibles, du capital patient, des voies d'évacuation sûres et des acheteurs qui ne dictent pas leurs conditions. Chacun des trois grands a vu l'un de ces piliers s'affaisser, le capital pour les États-Unis, la logistique pour l'Arabie saoudite, la technologie et les débouchés pour la Russie. Aucun n'a perdu de baril dans le sol. Tous ont perdu en capacité d'action, avec une fragilisation des bénéfices socio-économiques du pétrole en leur sein.

Une reformulation de l'équation

La transition énergétique intervient bien comme facteur qui modifie les termes du problème. Elle amortit d'abord, modestement mais réellement. L'électrification du transport routier a évité environ 1,7 Mb/j de consommation en 2025, et l'AIE situe la part des véhicules électriques autour de 30 % des ventes mondiales de voitures neuves en 2026. Cette proportion atteindrait même près de 60 % en Chine. Ce sont autant de barils que la crise d'Ormuz n'a pas eu à faire disparaître par le prix.

Elle raccourcit ensuite l'horizon. Depuis Harold Hotelling, on sait que le détenteur d'un stock fini arbitre entre extraire aujourd'hui et extraire demain, selon le prix anticipé. Si la demande de carburants routiers culmine en fin de décennie, la fenêtre de monétisation se restreindra ensuite, et certains travaux donnent un aperçu des capitaux menacés par ce basculement. Cela explique, autant que la discipline actionnariale, la prudence de l'industrie pétrolière américaine face à un baril à 100 dollars. Enfin, elle complique les perspectives. Hans-Werner Sinn a nommé « paradoxe vert » la réaction des détenteurs de ressources qui, anticipant la contrainte climatique, accélèrent l'extraction présente. Appliqué aux États rentiers, ce raisonnement impose de défendre les parts de marché (donc de produire) et de financer une diversification coûteuse (donc de soutenir les prix). Ces deux impératifs sont incompatibles. Ils expliquent que l'Opep+, qui achève en septembre le retrait des coupes volontaires décidées en 2023, se réunisse désormais tous les mois sans parvenir à fixer un cap crédible au-delà de quelques semaines.

Un monde moins dépendant, mais non moins vulnérable

Deux récits symétriques sont également fragiles. Le premier annonce la fin du pétrole, et 2026 démontre l'inverse, puisque quelques millions de barils manquants ont suffi à déstabiliser l'économie mondiale. Le second annonce l'éternité de la rente, alors que les trois plus grands producteurs viennent de montrer qu'ils n'en maîtrisent plus les conditions. La configuration réelle est plus inconfortable. La dépendance structurelle au pétrole décline lentement, tandis que les amortisseurs du système, capacité de réserve, stocks, investissement de long terme, redondance des routes maritimes, se dégradent plus vite. Moins de pétrole dans l'économie, mais un pétrole plus difficile à remplacer en cas de choc.

Ce qui s'achève n'est donc pas l'ère du pétrole, mais celle de la puissance pétrolière confortable, où l'on convertissait des barils en influence par simple ouverture ou fermeture d'une vanne, et selon les lois du commerce. La rente demeure, l'autorité qui l'accompagnait s'effrite. Faute de stabilisateur extérieur, les pays consommateurs devront internaliser au plus vite cette fonction d'assureur. Ce que l'Europe présentait comme son agenda climatique s'impose ainsi comme un agenda de sécurité.

Source: LVSL.fr publié le 22/09/2026

Note : article republié depuis The Conversation.

EGYPT MINING FORUM

Al-Sissi reçoit le PDG d'AngloGold Ashanti et souligne l'importance d'élargir le partenariat minier en Egypte

La société minière AngloGold Ashanti, spécialisée dans l'extraction aurifère prévoit d'augmenter ses investissements au cours de la prochaine période sur plusieurs sites prometteurs du secteur minier égyptien. L'Egypte constitue l'une des destinations d'investissement prioritaires pour l'entreprise.

Le président Abdel Fattah Al-Sissi a reçu lundi 28 septembre Alberto Calderon, PDG d'AngloGold Ashanti, en marge de l'ouverture du Egypt Mining Forum 2026, au Caire, pour examiner les investissements du groupe et les perspectives de coopération dans le secteur minier, selon un communiqué de la présidence.

« Le partenariat entre l'Egypte et AngloGold Ashanti pourrait s'étendre à l'exploration minière, au transfert de technologies et de compétences, à la formation des cadres égyptiens, au développement des chaînes d'approvisionnement locales et à attirer de nouveaux investissements. » a affirmé Al-Sissi.

AngloGold Ashanti est devenue l'exploitant de la mine de Sukari après l'acquisition de son précédent opérateur, Centamin, en novembre 2024. Sukari est classée parmi les 15 plus grandes mines d'or au monde grâce à une production annuelle de 500 000 onces d'or, soit 70% de la production nationale.

Al-Sissi a ajouté que « L'Egypte souhaite soutenir les investissements de l'entreprise dans le pays et créer un environnement favorable au développement de ses activités. »

Alberto Calderon a souligné les efforts des autorités pour surmonter « les éventuelles difficultés auxquelles ses activités pourraient être confrontées en Egypte».

Le PDG d'AngloGold Ashanti a présenté l'évolution des principaux investissements du groupe en Egypte et dans les différents pays où il est présent. Il a affirmé que l'Egypte constituait l'une des destinations d'investissement prioritaires pour l'entreprise.

Le groupe prévoit ainsi d'augmenter ses investissements au cours de la prochaine période sur plusieurs sites prometteurs du secteur minier égyptien. En 2025, les investissements d'AngloGold Ashanti dans la mine de Sukari s'étaient élevés à 262 millions de dollars. Ces investissements visent notamment à accroître les possibilités de découverte et de développement de nouveaux projets, à l'image de la mine de Sukari, selon le communiqué.

Selon les données officielles, la production égyptienne de richesses minières au cours de l'exercice financier 2024-2025 a atteint 640 000 onces d'or et d'argent, soit une augmentation d'environ 14 % par rapport à l'exercice précédent, pour un chiffre d'affaires total d'environ 1,5 milliard de dollars, en hausse de 57%.

Agence

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DE TUNISIE

«Passer de la résilience à la création de richesse»

La révocation du gouverneur intervient alors que l'économie tunisienne montre des signes de reprise. Au premier semestre 2026, les investissements internationaux ont atteint 1,929 milliard de dinars, soit environ 580 millions d'euros, ce qui représente une hausse de 11,5 % par rapport à la même période de l'année précédente.

R I/Agence

La Tunisie doit passer « d'une logique de résilience à une logique de création de richesse ». Tel est le message lancé par le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT). Fethi Zouhaier Nouri, lors d'une réunion à Tunis avec le directeur régional de la Banque mondiale pour le Maghreb et Malte, Ahmadou Moustapha NdiayeEt avec Ary NaimSelon Nouri, directeur de la Société financière internationale (SFI) pour l'Afrique du Nord et la Corne de l'Afrique, ce changement de rythme vise principalement à accélérer la mise en œuvre des projets et à relancer l'investissement privé, en identifiant le secteur des phosphates et les énergies renouvelables comme deux des domaines clés sur lesquels concentrer les efforts.

L'avertissement du gouverneur intervient alors que l'économie tunisienne montre des signes de résilience accrue. Au premier semestre 2026, les investissements internationaux ont atteint 1,929 milliard de dinars, soit environ 580 millions d'euros, une hausse de 11,5 % sur un an. Les investissements directs étrangers se sont élevés à 1,912 milliard de dinars, soit environ 575 millions d'euros, dont 72 % ont été alloués au secteur manufacturier et 19 % au secteur de l'énergie. Pour Nouri, cependant, la stabilité acquise sur certains fronts « doit désormais se traduire par une plus grande capacité à générer de la croissance ».

Le gouverneur a notamment cité la stabilité du taux de change et le maintien d'un niveau adéquat de réserves de change parmi les facteurs de résilience de la Tunisie face aux chocs climatiques et géopolitiques. La priorité affichée par la BCT est donc d'accélérer la mise en œuvre des investissements et des projets déjà identifiés, en créant des conditions plus favorables aux capitaux privés. Le secteur des phosphates représente l'un des principaux défis dans ce contexte. La production tunisienne a en fait de nouveau diminué au premier semestre 2026, atteignant environ 1,73 million de tonnes, soit 5,5 % de moins que les 1,84 million de tonnes enregistrées à la même période en 2025. Sur la même période, les exportations des secteurs minier, du phosphate et des produits dérivés ont diminué de 19 %.

La relance du secteur est également liée à la mise en œuvre de nouveaux projets miniers et d'infrastructures. Parmi ceux-ci figure le projet d'Oum Lakhcheb, dans le gouvernorat de Gafsa, conçu pour une production annuelle d'environ 2,4 millions de tonnes de phosphate, avec un investissement estimé à 334 millions de dinars (environ 100 millions d'euros) et la création de 600 emplois. Cependant, le projet reste freiné par la résolution de problèmes fonciers, la question d'un fournisseur chinois et la construction d'une centrale électrique pour l'usine de lavage.

Sur le plan énergétique, l'autre grande orientation mise en avant par Nouri coïncide avec l'accélération du développement des énergies renouvelables. La Tunisie a récemment attribué 309 projets photovoltaïques, d'une capacité totale de 455 mégawatts, dans le cadre du sixième cycle du régime d'autorisation. La capacité solaire installée dans le pays a été multipliée par dix entre 2020 et 2025, passant de 95 à 913 mégawatts.

La Banque mondiale considère la transition énergétique comme un levier essentiel pour réduire la dépendance de la Tunisie aux hydrocarbures importés, contenir le déficit énergétique et attirer les capitaux privés. Le programme prévoit un soutien à la construction de projets d'énergies renouvelables d'une capacité de 2 gigawatts, confiés à des producteurs indépendants, pour un investissement privé estimé à environ 2 milliards de dollars. La Banque mondiale a également approuvé un financement de 268,4 millions de dollars pour le projet d'interconnexion électrique Elmed entre la Tunisie et l'Italie, destiné à renforcer le réseau tunisien et à faciliter les futurs échanges d'énergies renouvelables avec l'Europe.

La réunion au Centre de coopération de Biélorussie (BCT) s'inscrit dans le cadre d'une mission plus vaste menée par la Banque mondiale et la SFI en Tunisie. Ces derniers jours, MM. Ndiaye et Naim ont également rencontré le ministre de l'Économie et de la Planification, Samir Abdelhafidh, qui a identifié l'eau, l'énergie, la santé, la protection sociale et les infrastructures parmi les priorités du Plan de développement 2026-2030, tout en appelant à un soutien accru au secteur privé et à une amélioration du climat des affaires. La Banque mondiale a confirmé sa volonté d'élargir sa coopération avec la Tunisie dans le cadre du futur programme de partenariat.

Dans le même temps, la SFI entend renforcer son rôle d'instrument de mobilisation des capitaux privés. M. Naim a déclaré que l'objectif était d'« accroître significativement les ressources allouées à la Tunisie et de soutenir les grands investissements d'infrastructure, ainsi que l'internationalisation des entreprises tunisiennes et leur accès au financement ».

Selon les données de la Banque mondiale, au 23 septembre 2026, la SFI avait approuvé des investissements en Tunisie d'une valeur d'environ 640 millions de dollars répartis sur 23 projets, tandis que son portefeuille de conseil s'élevait à près de 19 millions de dollars. Parmi les transactions récentes figurent le financement de projets photovoltaïques à Sidi Bouzid, Tozeur, Mezzouna et Kairouan.

EN DEUX TRANCHES D'UN MONTANT DE 3 MILLIARDS DE DOLLARS

Le Qatar réalise avec succès une émission obligataire

L'État du Qatar, par l'intermédiaire de son ministère des Finances, a mené avec succès une émission obligataire en dollars américains en deux tranches, comprenant des obligations conventionnelles à 5 et 10 ans, pour un montant total de 3 milliards de dollars.

Le ministère des Finances a indiqué aujourd'hui, dans un communiqué, que cette émission avait suscité une forte demande de la part d'investisseurs existants et nouveaux. Elle a également confirmé l'attrait mondial du Qatar, considéré comme l'un des émetteurs souverains les mieux notés parmi les marchés émergents. Cette opération reflète la confiance des investisseurs internationaux dans la stabilité financière du pays, la solidité de ses fondamentaux économiques et ses perspectives de croissance à moyen terme.

L'opération comprend une tranche de 1 milliard de dollars à échéance de cinq ans et une tranche de 2 milliards de dollars à échéance de dix ans. La tarification a été fixée avec un écart de rendement de 55 points de base au-dessus des bons du Trésor américain pour la tranche à cinq ans, et de 65 points de base pour la tranche à dix ans.

Lancée avec un objectif de prix initial (IPT) de 85 points de base pour la tranche à cinq ans et de 95 points de base pour celle à dix ans, l'émission a bénéficié d'une forte demande des investisseurs, permettant aux carnets d'ordres d'atteindre un pic de 7,7 milliards de dollars. Cette demande a conduit à un resserrement des marges de 30 points de base pour les deux tranches.

L'émission a été sursouscrite 2,5 fois au plus fort de la demande et a attiré une base diversifiée d'investisseurs provenant d'Asie, d'Europe, du Moyen-Orient et des États-Unis.

L'opération a été conduite par Goldman Sachs International, HSBC, J.P. Morgan, QNB Capital et Standard Chartered Bank en qualité de coordinateurs globaux conjoints. Crédit Agricole CIB, Deutsche Bank, Mizuho, MUFG, Santander et SMBC ont, quant à eux, agi en tant que chefs de file conjoints.

R I.

GHANA

Avec Boeing, Accra veut transformer le retour de sa compagnie nationale en projet industriel

Alors que les principales compagnies africaines cherchent à consolider leurs hubs, le Ghana veut renforcer sa propre position dans la géographie aérienne ouest-africaine. Le projet de compagnie nationale pourrait constituer l'un des instruments de cette ambition.

R I/Agence

Le Ghana veut relancer sa compagnie aérienne nationale après plus de 15 ans d'absence, mais cette fois avec une ambition allant au-delà du transport de passagers. Les discussions engagées la semaine dernière avec Boeing portent également sur la maintenance aéronautique, la formation, le transfert de technologies et le développement de compétences locales, avec l'objectif affiché de renforcer la place du pays dans l'industrie aéronautique ouest-africaine.

En avril 2026, le ministère ghanéen des Transports avait lancé un processus de sélection d'un partenaire stratégique pour la création d'une nouvelle compagnie aérienne nationale. Le futur transporteur doit être établi à Accra et fonctionner comme une plateforme de connectivité régionale et intercontinentale. Le schéma envisagé prévoit une activité long-courrier vers l'Europe, l'Amérique du Nord, le Moyen-Orient et l'Asie, ainsi que des liaisons régionales. Une division fret intégrée est également prévue afin de soutenir les échanges commerciaux et la logistique.

Le projet intervient dans un contexte marqué par plusieurs échecs. Ghana Airways, créée en 1958, a cessé ses activités en 2004 après plusieurs années de difficultés financières, de tentatives de restructuration et d'endettement. Ghana International Airlines lui a succédé en 2005, mais la compagnie n'a opéré que pendant environ cinq ans.

Depuis 2016, Accra a multiplié les tentatives pour remettre sur pied un transporteur national. Le Ghana a notamment négocié avec Air Mauritius et Ethiopian Airlines, avant d'explorer d'autres partenariats avec Abu Dhabi Aviation, EgyptAir et Ashanti Airlines. En 2025, le gouvernement de John Dramani Mahama avait également engagé des discussions avec le groupe espagnol West Atlantic. Ces différentes initiatives n'ont finalement pas permis de lancer durablement une nouvelle compagnie nationale.

Boeing appelé à intervenir au-delà des avions

Les discussions engagées avec Boeing donnent désormais une dimension différente au projet. Lors d'une rencontre avec des dirigeants du constructeur américain, en marge de la 81e Assemblée générale des Nations unies à New York, le président John Dramani Mahama a indiqué que le Ghana souhaitait établir avec Boeing un partenariat dépassant l'acquisition d'appareils.

L'un des principaux axes étudiés concerne la création au Ghana d'un centre régional de maintenance, de réparation et de révision aéronautique, ou MRO (Maintenance, Repair and Overhaul). Celui-ci pourrait fournir des services aux compagnies opérant en Afrique de l'Ouest et, plus largement, sur le continent.

Pour Accra, cette infrastructure permettrait de compléter l'activité de la future compagnie par une capacité technique susceptible de servir d'autres transporteurs. Les discussions portent également sur la formation aéronautique, le développement des compétences et le transfert de technologies, avec la perspective de créer des emplois qualifiés dans un secteur qui nécessite une main-d'œuvre spécialisée.

RÉTENTION DES TALENTS EN AFRIQUE

64,5 % des jeunes cadres prêts à partir dans l'année

En cinq mois, The Strategic Breakfast, le rendez-vous de dirigeants d'Agiltym by H&C, a réuni environ huit cents décideurs à Abidjan, Conakry, Dakar et Douala autour d'une même donnée : les jeunes cadres de la Gen Z ne se projettent plus dans l'entreprise qui les emploie. La rétention des talents est devenue un sujet de comité de direction et le cabinet panafricain en a fait le point de départ d'une offre de transformation des ressources humaines.

Selon le Baromètre Talent Gen Z dans les entreprises africaines, réalisé en 2026 par DATATYM auprès de 1 500 professionnels des zones UEMOA et CEMAC, 64,5 % des jeunes talents interrogés envisagent de quitter leur entreprise dans les douze prochains mois.

Toujours selon ce baromètre, un seul sur dix se projette encore à cinq ans au sein de son organisation, et 88 % ont déjà imaginé une trajectoire professionnelle qui n'intègre pas leur employeur actuel.

L'étude couvre aussi bien les marchés de l'UEMOA que ceux de la CEMAC, Guinée Conakry incluse. Elle interroge des professionnels en activité, salariés et stagiaires, à l'exclusion des étudiants.

« Pour les organisations qui veulent rester compétitives, attirer et intégrer les bons talents n'est plus une question RH. C'est une question stratégique », déclare Hermann H. CAKPO, CEO d'Agiltym by H&C et Chairman du groupe H&C.

Le déplacement n'est pas rhétorique. Une intention de départ qui concerne 64,5 % des jeunes cadres sur douze mois pèse sur la continuité des opérations, le coût de recrutement, la transmission des compétences et, pour les entreprises de services, sur la relation client elle-même. Ce n'est pas un taux de départ constaté, c'est une intention déclarée, et cette distinction laisse une fenêtre d'action à l'entreprise capable de la détecter à temps.

R I.

CÔTE D'IVOIRE

La BOAD apporte 14,3 millions $ à COFINA pour financer les PME

L'accès au financement demeure une contrainte majeure pour les petites entreprises ivoiriennes, dont une part importante repose encore sur leurs ressources propres pour investir. La nouvelle enveloppe doit permettre à COFINA d'élargir ses capacités de crédit, notamment vers les entreprises dirigées par des femmes et les projets verts. COFINA Côte d'Ivoire obtient de nouvelles ressources pour développer son activité de crédit. La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé une ligne de refinancement de 10 milliards de francs CFA (14,3 millions $) en faveur de l'institution financière. L'argent doit principalement servir à financer à moyen terme les investissements des PME et PMI ivoiriennes. La BOAD cite également parmi les priorités l'entrepreneuriat féminin, l'inclusion financière et les projets verts, sans préciser la part des ressources qui sera réservée à chacun de ces segments. Créée en 2014, COFINA Côte d'Ivoire se positionne sur la mésofinance, un segment situé entre la microfinance traditionnelle et les banques, destiné notamment aux entrepreneurs dont les besoins deviennent trop importants pour le microcrédit, mais qui accèdent encore difficilement au financement bancaire classique. Fin 2025, l'institution revendiquait plus de 90 000 clients, un total de bilan de 139 milliards FCFA, 76 milliards FCFA de crédits et 69 milliards de dépôts. La nouvelle ligne de la BOAD représente ainsi environ 13,2 % de son encours de crédits à cette date. COFINA figure déjà parmi les principaux systèmes financiers décentralisés de Côte d'Ivoire : elle affichait en 2024 le deuxième bilan du secteur dans le pays, derrière Baobab.

L'accès au crédit reste toutefois un obstacle important pour les petites entreprises ivoiriennes. Selon la dernière Enterprise Survey de la Banque mondiale, 27,6 % d'entre elles placent l'accès au financement en tête des contraintes à leur activité, contre 17,8 % des entreprises de taille moyenne. Par ailleurs, 31,1 % des petites entreprises interrogées utilisent les banques pour financer leurs investissements, tandis que près de 70 % de ces investissements restent financés sur ressources internes. COFINA s'est déjà tournée vers plusieurs institutions de développement pour renforcer ses capacités de financement. En 2023, la Banque européenne d'investissement lui avait accordé une ligne de 10,5 milliards FCFA destinée notamment aux PME des chaînes de valeur agricoles ivoiriennes, avec des objectifs liés au financement des femmes et des investissements verts.

La nouvelle enveloppe de la BOAD prolonge donc cette stratégie, avec cette fois un périmètre plus large. Pour COFINA, groupe fondé et dirigé par l'Ivoirien Jean-Luc Konan, l'enjeu est notamment de disposer de ressources à maturité suffisamment longue pour financer les investissements d'entreprises qui restent encore largement prises entre les limites du microcrédit et les exigences du crédit bancaire classique.

SÉNÉGAL

Le Fonds islamique de relance atteint 13 millions $ d'investissements cumulés

Lancé en 2023 pour soutenir les PME affectées par la crise de covid-19, le Fonds islamique de relance a progressivement élargi son portefeuille au cours de ses trois premières années d'activité. Après une opération de 600 millions FCFA en septembre 2026, ses investissements cumulés atteignent désormais 7,5 milliards FCFA.

Le Fonds islamique de relance (FIR), filiale du Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSIS), a porté à 7,5 milliards FCFA (13 millions $) le montant cumulé de ses investissements au Sénégal, à fin septembre 2026. Ce montant comprend des interventions en fonds propres et des financements sous forme de moudharaba, un mécanisme fondé sur le partage des bénéfices et des risques, selon les principes de la finance islamique. Le nouveau cap a été franchi après une opération de 600 millions FCFA réalisée le mardi 22 septembre au profit de quatre entreprises sénégalaises. Ses récentes opérations montrent une orientation vers le financement de capacités productives, de chaînes de valeur locales et d'infrastructures éducatives dans différents territoires du Sénégal.

Le FIR élargit son portefeuille

Au cours de ses trois premières années d'activité, le Fonds islamique de relance (FIR) a progressivement diversifié ses interventions au-delà de la réponse aux difficultés de financement nées de la crise de Covid-19. Créé avec une enveloppe de 20 milliards FCFA, le fonds avait été structuré dès son lancement, en octobre 2023, autour de deux fenêtres : 5 milliards FCFA destinés au renforcement des fonds propres des entreprises et 15 milliards destinés à des financements sous forme de dette. Le dispositif devait initialement cibler 400 entreprises, avec des interventions comprises entre 10 et 50 millions FCFA.

La stratégie s'est ensuite déployée à travers plusieurs canaux. En octobre 2024, le FIR a ainsi alloué 5 milliards FCFA à Taysir Finance pour financer les PME sénégalaises à un taux annoncé de 5,5 %. Taysir Finance est devenu le troisième partenaire du fonds, après la Banque islamique du Sénégal et Coris Bank Baraka. En janvier 2025, 2,5 milliards FCFA supplémentaires ont été mis à la disposition d'Al Rahma, une institution de microfinance filiale de la Banque nationale pour le développement économique (BNDE), toujours dans le cadre du FIR.

Le volet en fonds propres s'est également matérialisé par des investissements directs. En mars 2025, le FIR a engagé 586,5 millions FCFA dans cinq entreprises sénégalaises : Contanna, Dialibatou, By Tchico, Prozen Industries et la Clinique du Littoral. Ces investissements concernent des activités allant de la transformation de produits agricoles et halieutiques au textile et à la santé.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes confiantes avant des séances riches en données

Les Bourses européennes entament avec une certaine confiance une semaine qui s'annonce particulièrement riche sur le front des données macroéconomiques, la séance de vendredi devant en constituer le point d'orgue avec à la fois les chiffres de l'emploi américain et ceux de l'inflation en zone euro.

En milieu de matinée, l'Euro Stoxx 50 avance de 0,2%, à 6 316 points, tandis que le CAC 40 parisien progresse de plus de 0,3%, à 8 106 points, que le DAX 40 de Francfort gagne également 0,3% et que le FTSE 100 de Londres s'adjuge 0,4%.
Si la journée est vierge de statistiques majeures, les prochains jours s'annoncent très chargés sur ce front, avec notamment les indices du sentiment économique, les chiffres de l'inflation et les indices PMI manufacturiers dans la zone euro.
De l'autre côté de l'Atlantique sont attendues les dernières estimations de la croissance du PIB, les données sur les revenus et les dépenses des ménages, accompagnées de l'indice des prix PCE, l'indice ISM manufacturier et, surtout, le rapport mensuel sur l'emploi.

L'emploi américain et l'inflation en zone euro en points d'orgue

"Après les 162 000 créations d'emplois, supérieures aux attentes, enregistrées en août, nos économistes anticipent environ 45 000 créations d'emplois en septembre. Le taux de chômage devrait rester inchangé à 4,1%, tandis que la progression du salaire horaire moyen devrait se maintenir à 0,3% sur un mois", pronostique Deutsche Bank.
"Avant la publication des chiffres de l'emploi vendredi, les données du marché du travail commenceront à paraître demain avec le rapport JOLTS d'août, avant la publication mercredi du rapport ADP sur l'emploi de septembre et, jeudi, des demandes hebdomadaires d'allocations chômage", ajoute la banque allemande.
"Les créations d'emplois non agricoles de septembre devraient rester fermes, mais ne devraient pas répéter le gain spectaculaire d'août", estime pour sa part Société Générale, qui se montrera également attentive à l'estimation rapide de l'inflation en zone euro.
Selon l'établissement français, l'inflation globale dans la zone euro devrait accélérer en septembre en raison des prix de l'énergie, pour atteindre 3,7% en rythme annuel, tandis que l'inflation sous-jacente pourrait rester stable à 2,4%.
Ces chiffres devront être scrutés dans la perspective de la politique monétaire de la BCE, Société Générale n'attendant de sa part qu'une hausse de taux en décembre, mais estimant que les risques sont orientés vers davantage de hausses, en particulier à court terme.
"Jeudi, le marché estimait jusqu'à 60% la probabilité d'une hausse des taux de la BCE en octobre, avant que cette anticipation ne reflue quelque peu. Les investisseurs tablent également sur trois hausses de taux supplémentaires au cours des douze mois suivants", rappelle la banque.
Cette semaine s'annonce toutefois bien moins chargée du côté des publications d'entreprises, en cette période précédant les résultats du 3e trimestre. Les publications des groupes américains Micron, Accenture et Nike devraient néanmoins retenir l'attention.

Les valeurs en mouvement en Europe

Stellantis (+2,4%) signe l'une des meilleures performances du CAC 40 à Paris, alors que la coentreprise du constructeur automobile franco-italien avec Dongfeng va développer, conjointement avec Momenta, des technologies de conduite intelligente.
Crédit Agricole figure parmi les plus fortes baisses du CAC 40 (-0,8%), sur fond de propos défavorables d'AlphaValue/Baader Europe, qui a dégradé sa recommandation sur la banque d'"acheter" à "accumuler", avec un objectif de cours réduit de 25,60 EUR à 21,90 EUR.
À l'inverse, Alten (+2,8%) figure dans le peloton de tête du SBF 120, aidé par des notes positives de Bernstein et d'Oddo BHF, qui maintiennent leurs opinions "surperformance", avec des objectifs de cours relevés respectivement à 141 EUR et à 115 EUR.
Ailleurs en Europe, Verbund gagne 3% à Vienne, dans le sillage d'un relèvement de recommandation de Deutsche Bank de "vendre" à "conserver", avec un objectif de cours relevé de 55 EUR à 60 EUR, en raison de la hausse des prix de l'électricité.
La matinée est aussi marquée par la grande forme des valeurs britanniques de la construction et de la promotion immobilière, à l'image de Persimmon, qui grimpe de 15,7% à Londres après l'annonce, ce week-end, d'un plan du gouvernement destiné à aider davantage de personnes à accéder à la propriété.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 28 Septembre 2026
Valeur : 30 Septembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.6453	133.6603
1	EUR	EURO	152.1552	152.1990
1	GBP	POUND STERLING	177.3190	177.3859
100	JPY	JAPANESE YEN	85.2547	85.2915
1	CNY	CHINESE YUAN	19.9067	19.9092
1	CHF	SWISS FRANC	161.0184	161.0753
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4156	94.4529
1	DKK	DANISH KRONE	20.3551	20.3605
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4507	13.4535
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.0428	14.0621
1	AED	UAE DIRHAM	36.3879	36.3939
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.6017	35.6076
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.1953	434.3851
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.9812	45.4332
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.9265	13.9280
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8417	20.9486
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3361	3.3465
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.7778	181.7778

BOURSE ZURICH

Les indices toujours dans le vert à l'approche de la mi-journée

La Bourse suisse maintenait ses gains lundi à l'approche de la mi-journée, soutenue notamment par deux de ses trois poids lourds et malgré le net rebond des prix du pétrole. Les investisseurs n'en restent pas moins sur leur garde, l'impasse restant de mise au Moyen-Orient alors que Donald Trump a rejeté la dernière proposition iranienne sur la réouverture du détroit d'Ormuz.
Vers 10h35, les prix de l'or noir poursuivaient leur rebond, le baril de Brent de la Mer du Nord, référence mondiale du pétrole, gagnant 2,98% à 107,42 dollars et celui de l'équivalent américain WTI prenant 2,74% à 94,94 dollars. Une hausse de l'énergie, qui alimente le risque d'une inflation plus durable et renforce le scénario de nouveaux resserrements monétaires aux États-Unis, observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion.
Les investisseurs surveilleront les précisions attendues lundi sur les discussions commerciales entre les États-Unis et la Chine. La Maison Blanche a publié dimanche les listes de produits susceptibles de bénéficier de baisses de droits de douane dans le cadre d'un arrangement avec Pékin. Ce catalogue porte sur 30 milliards de dollars d'échanges commerciaux dans chaque sens, sans préciser ni les taux ni le calendrier.
La semaine sera dominée par le rapport sur l'emploi américain vendredi, les chiffres d'inflation, l'ISM manufacturier, l'évolution des taux longs et les négociations entre les États-Unis, l'Iran et la Chine.

Poids lourds en renfort

Du côté de la Bourse suisse, le SMI, après avoir ouvert sur une hausse de 0,64%, restait bien calé dans le vert, l'indice phare progressant peu avant 10h40 de 0,50% à 14'014,01 points. Le SLI progressait pour sa part de 0,54% à 2257,56 points et l'indicateur élargi SPI de 0,47% à 19'864,31 points. Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, elles étaient désormais sept à perdre du terrain, les vingt-trois autres en gagnant.
En haut de tableau, le fabricant d'implants et appareils auditifs Sonova (+2,4%) avait pris la direction des opérations, prenant le dessus sur le sous-traitant pharma Lonza (+1,7%) et le producteur d'implants dentaires Straumann (+1,7%). Le spécialiste des soins ophtalmiques Alcon (+1,6%) échouait lui au pied du podium provisoire, accompagné par le géant des médicaments génériques Sandoz Group (+1,6%).
Le poids lourd de la pharma Novartis (+1,2%) était aussi bien classé, tout comme le numéro un mondial de l'alimentation Nestlé (+0,9%). Autre principale capitalisation du marché helvétique, le bon Roche (-0,9%) avait lui viré au rouge. Alors que le géant pharma tenait sa journée des investisseurs, le groupe a mis fin au développement d'une combinaison de l'émugrobart développé par sa filiale nippone Chugai et du tirzépatide - commercialisé par le concurrent indianien Eli Lilly sous la marque Mounjaro - dans la franchise contre l'obésité et le surpoids, à l'issue d'une étude clinique de phase II.
Le cimentier américain Amrize (+1,3%) faisait aussi bonne figure, tout comme le spécialiste des soins ophtalmiques Alcon (+1,3%), le chocolatier Lindt & Sprüngli (+1,3%) et le fabricant d'appareils et implants auditifs Sonova (+1,2%).
Parmi les valeurs financières, le gestionnaire d'actifs Partners Group (+0,7%) était recherché, quand bien même UBS a abaissé son objectif de cours. Le numéro un bancaire helvétique s'appréciait lui-même de 0,3%, alors qu'un nouveau compromis sur la réglementation future en matière de fonds propres de l'établissement pourrait se dessiner avant les débats du Conseil national lors de la session d'hiver des chambres fédérales. La semaine dernière, le Conseil des Etats a voté en faveur d'une couverture des filiales étrangères d'UBS à 90% par des fonds propres dits durs (CET1), une position proche de celle du Conseil fédéral proposant un apport de 100%.
En bas de tableau, le fabricant de périphériques et accessoires informatiques Logitech (-1,4%) avait repris la lanterne rouge à l'équipementier en pompes à vide VAT Group (-1,1%).

Calida s'envole

Sur le marché élargi, le fabricant de lingerie Calida s'envolait de 7,2%, le groupe lucernois ayant fait part d'une nouvelle stratégie en matière d'allocation de capital, visant un taux de distribution compris entre 40 et 60% du résultat net ajusté du groupe, contre 20 à 30% auparavant. Le conseil d'administration a également approuvé un programme de rachat d'actions portant sur un maximum de 2% du capital-actions émis. Le fournisseur de solutions d'accès sécurisées Dormakaba (+3,6%) était aussi à la fête, Jefferies recommandant désormais l'action à l'achat avec un objectif de cours réhaussé.
Addex (+5,7%) décollait aussi, malgré l'annonce d'une perte semestrielle creusée. Les 2,8 millions de francs suisses levés récemment sont bienvenus pour compléter des liquidités qui avaient fondu à 767'000 à fin juin. R&S Group gagnait 0,9%, quand bien même ODDO BHF SCA a abaissé son objectif de cours.
Agence

L'ÉCONOMIE BLEUE REPRÉSENTE 225 MILLIARDS D'EUROS

Les exportations italiennes de bateaux dépassent les 10 milliards €

Avec environ 34 % de la valeur ajoutée nationale et près de 40 % de l'emploi, l'Italie du Sud confirme le potentiel de la mer comme levier de développement économique et social dans les zones côtières.

L'économie bleue est un moteur de développement transversal pour l'économie italienne, regroupant plus de 250 000 entreprises, 1,13 million d'emplois et générant 80 milliards d'euros de valeur ajoutée directe. Grâce aux liens tissés avec le reste de l'économie, ce chiffre atteint 225 milliards d'euros, soit 11,4 % de la valeur ajoutée totale de l'économie, une progression de 3,8 % (contre 2,1 % au niveau national). Ces données proviennent du rapport « Focus On "Blue Economy and Nautical" », présenté par le département de recherche de la SACE au Salon nautique de Gênes, qui débute le 1er octobre. L'Italie du Sud constitue un pilier de l'économie maritime. Avec environ 34 % de la valeur ajoutée nationale de l'économie bleue et près de 40 % des emplois, elle confirme le potentiel de la mer comme levier de développement économique et social des zones côtières. La concentration des activités maritimes dans des régions comme la Ligurie, la Sardaigne, le Frioul-Vénétie Julienne, la Campanie, la Sicile et le Latium souligne l'existence d'écosystèmes territoriaux où ports, tourisme, industrie, services logistiques et recherche se renforcent mutuellement. Les chaînes d'approvisionnement constituent le principal levier de valorisation de la mer.Chine-États-Unis : Le ministère du Commerce abaisse les droits de douane sur les produits agroalimentaires, à l'exception du soja.

Chaque euro produit par l'économie bleue génère 1,8 euro dans le reste de l'économie nationale, grâce à un réseau englobant l'industrie manufacturière, la construction, l'énergie, les services numériques, l'éducation, la recherche, la finance et le conseil. Le transport de marchandises et de passagers ainsi que la construction navale présentent les multiplicateurs les plus élevés, à respectivement 2,7 et 2,4. La Méditerranée renforce le rôle stratégique de l'Italie. La centralité croissante de la Méditerranée est l'un des principaux facteurs de cette expansion : 27 % des routes stratégiques mondiales, 65 % des approvisionnements énergétiques européens et 35 % du trafic mondial de pétrole brut transitent par le bassin méditerranéen. Dans ce contexte, le développement et la modernisation des infrastructures portuaires, notamment par le réinvestissement des recettes du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) dans la transition écologique, l'électrification des docks et la numérisation et l'automatisation de la logistique, deviennent des conditions essentielles pour consolider cette position. L'industrie nautique italienne connaît une forte expansion internationale. En 2025, les exportations de bateaux ont dépassé pour la première fois les 10 milliards d'euros, soit une croissance de 40 % par rapport à 2024, soutenue par tous les principaux segments.
Les bateaux de croisière et de plaisance sont les principaux moteurs de croissance, tandis que l'Italie conserve une position de leader sur le marché des superyachts et un rôle majeur dans les segments les plus complexes et à forte valeur ajoutée. Les États-Unis demeurent le premier marché de destination, représentant environ un tiers des ventes. La croissance de la construction navale s'inscrit dans une tendance mondiale structurellement favorable, soutenue par le renouvellement des flottes et la transition énergétique. Le carnet de commandes mondial dépasse les 2 000 milliards de dollars, dont une part importante concerne des navires à propulsion alternative, soulignant ainsi l'importance croissante de la décarbonation et de l'innovation pour la demande future. La compétitivité future des grands chantiers navals dépendra de leur capacité à renforcer leur écosystème de chaîne d'approvisionnement : la complexité croissante des commandes rend indispensables la coordination entre les grands chantiers navals et les fournisseurs, des chaînes d'approvisionnement robustes, des compétences spécialisées et des investissements dans la numérisation, le développement durable et l'innovation. La mise en place d'une chaîne d'approvisionnement est donc un levier pour consolider le « Made in Italy » et soutenir une croissance durable.

Agence

CHINE-ÉTATS-UNIS

Le ministère du Commerce abaisse les droits de douane sur les produits agroalimentaires, à l'exception du soja

La Chine s'apprête à réduire les droits de douane sur une large gamme de produits agricoles américains, du maïs et du blé à la viande et aux produits laitiers. Le département du Commerce a annoncé cette mesure, précisant que les droits de douane sur le soja – principal produit importé par les États-Unis – resteront inchangés.
Cette annonce fait suite au sommet qui s'est tenu la semaine dernière à Washington entre les présidents Xi Jinping et Katie Holmes. Donald Trump.
La liste comprend le sorgho, les huiles et tourteaux végétaux, notamment l'huile et le tourteau de soja, ainsi que la viande, les produits laitiers et d'autres marchandises, a indiqué le ministère. Le soja américain restera soumis à un droit de douane supplémentaire de 10 %, un niveau qui, selon les acteurs du secteur, pourrait être trop élevé pour que les transformateurs privés puissent l'absorber, malgré les achats effectués par les importateurs d'État chinois. Pékin et Washington ont également convenu de créer un conseil commercial bilatéral, dont la première mission sera de discuter d'une réduction mutuelle des droits de douane sur des produits d'une valeur de 30 milliards de dollars, afin de garantir des relations économiques et commerciales stables.
Les entreprises agricoles d'État chinoises Sinograin et COFCO ont jusqu'à présent acheté plus de 12 millions de tonnes de soja américain, soit près de la moitié des 25 millions de tonnes annuelles que la Maison Blanche a déclaré que Pékin s'engagerait à acheter jusqu'en 2028.

ÉTATS-UNIS

Trump va fortement assouplir les normes de consommation des voitures neuves

L'administration américaine doit officialiser lundi de nouvelles normes d'efficacité énergétique pour les véhicules neufs, avec ce qu'il qualifie la fin de l'«obligation de véhicules électriques».
Le gouvernement américain doit officialiser lundi l'abandon des objectifs d'efficacité énergétique fixés sous la présidence de Joe Biden pour les voitures neuves, qui ne devront pas consommer moins d'essence qu'aujourd'hui d'ici 2031.
Le président Donald Trump s'en est félicité samedi sur Truth Social, y voyant la fin de la «ridicule obligation de véhicules électriques», imposée selon lui par son prédécesseur démocrate. Son ministre des Transports, Sean Duffy, a confirmé qu'il prévoyait une annonce lundi.
Le républicain assure que la mesure fera baisser le prix des voitures neuves d'environ 900 dollars en moyenne en 2031. Ses détracteurs prédisent au contraire une facture plus lourde à la pompe, d'autant que les prix du carburant ont flambé depuis le conflit que les États-Unis et Israël ont déclenché fin février avec l'Iran. L'enjeu porte sur les normes CAFE (Corporate Average Fuel Economy), créées en 1975 après l'embargo pétrolier arabe, qui imposent aux véhicules d'atteindre «le meilleur rendement possible» en termes de miles par gallon. Le projet de l'administration Trump prévoit une moyenne de 34,5 miles par gallon (6,8 litres aux 100 km) d'ici 2031, un niveau déjà atteint en 2024 selon le document. L'administration Biden, elle, visait 50,4 mpg (4,7 L/100km) et comptait ainsi économiser 64 milliards de gallons d'essence (242 milliards de litres) d'ici 2050, pour des bénéfices nets estimés à 35 milliards de dollars, avant la flambée actuelle.
La plupart des grands constructeurs, dont Ford et Stellantis, avaient soutenu le projet. Mais les règles de l'ère Biden, censées accélérer le passage à l'hybride et à l'électrique, étaient déjà largement sans effet, une loi budgétaire adoptée en 2025 ayant ramené à zéro les pénalités pour les constructeurs qui ne les respectaient pas. Dan Becker, de l'ONG Center for Biological Diversity, a annoncé une action en justice, jugeant que le texte ignore les technologies propres et les millions de voitures sobres en circulation.
Ce texte «conduira les constructeurs américains à leur perte, puisqu'ils n'auront plus à se mesurer aux meilleures technologies du monde», a-t-il déclaré. Les transports sont le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre des États-Unis, deuxième pollueur mondial.

Agence

SANS CURE D'AUSTÉRITÉ ET SANS BUDGET DEPUIS 2023

Comment l'Espagne a réussi à ramener sa dette à 99,9 % du PIB, quand la France s'enfonce

La dette de l'Espagne représentait en juillet 99,9% du PIB, contre 124% il y a encore cinq ans. Un redressement express qui tient plus à la croissance vigoureuse du pays qu'à un réel effort structurel sur ses dépenses.
L'Espagne se distingue, là où la France s'enfonce. Pour la première fois depuis 2020, la dette publique de notre voisin ibérique est passée sous les 100% du PIB en juillet, à 99,9%, a annoncé la Banque d'Espagne la semaine dernière. Quelques jours plus tard, Bercy prévenait que la dette française, autour de 117% actuellement, s'élèverait à 119,3% du PIB en fin d'année. Un nouveau record.
La performance de Madrid est d'autant plus remarquable que sa dette atteignait encore plus de 124% du PIB en 2021. Dit autrement, son ratio d'endettement a chuté de près de 25 points en un peu plus de cinq ans, quand la France éprouve toutes les peines du monde à ne serait-ce que stabiliser le sien. Résultat, l'Espagne autrefois raillée pour son manque de sérieux budgétaire emprunte aujourd'hui à environ 4% à 10 ans, contre 4,6% pour la France.

Une croissance dynamique plus qu'un réel effort sur les dépenses

Et pourtant, l'Espagne a réussi à réduire son endettement sans imposer de plan d'austérité comme lors de la crise des dettes souveraines. La dette publique du pays en valeur continue d'ailleurs de filer pour atteindre son plus haut niveau cette année, à plus de 1.700 milliards d'euros (malgré un léger recul en juillet).
Reste que Madrid a su depuis le Covid -et malgré l'absence de budget voté depuis 2023- réduire son déficit public (2,4% du PIB attendus cette année). Ce qui lui donne au passage des marges de manœuvre dont la France ne dispose plus. Face à la flambée des prix des carburants, l'Espagne a ainsi pu se permettre de réduire fortement leur fiscalité. Après avoir abaissé au printemps la TVA de 21% à 10%, le gouvernement espagnol a obtenu en septembre une dérogation européenne lui permettant de descendre sous le minimum d'accise normalement imposé par l'UE.
Une mesure coûteuse pour les finances publiques (plus de 2 milliads d'euros ont été mobilisés) que Paris, confronté à un déficit beaucoup plus élevé, refuse jusqu'ici de s'offrir, privilégiant des aides ciblées. La situation budgétaire espagnole ne permet donc pas seulement à Madrid d'emprunter moins cher que la France, elle lui donne aussi davantage de latitude pour amortir les chocs qui frappent le pouvoir d'achat.
Mais comment l'Espagne a réussi cette prouesse? D'abord parce que "les aides qui ont été accordées au moment de la pandémie ont été retirées plus rapidement qu'en France", rappelle Jésus Castillo, économiste spécialiste de l'Europe du sud chez Natixis. Mais surtout parce que "la croissance a été beaucoup plus forte en Espagne". Ces dernières années, l'Espagne a endossé le rôle de "moteur économique" de l'Europe. En 2026, sa croissance devrait s'élever à 2,3% contre 0,4% en France.

Agence

Pour Bill Gates, l'IA est déjà assez puissante pour faire un milliard de morts

Laisser l'IA se surveiller elle-même est insuffisant, pour Bill Gates. Dans une interview donnée aux médias américains, le cofondateur de Microsoft réclame des garde-fous obligatoires, quitte à contredire Donald Trump, qui qualifie ces appels de « canular ».

Quand l'homme qui voulait un ordinateur sur chaque bureau, Bill Gates pour ne pas le citer, réclame des règles pour l'intelligence artificielle, Washington aurait tort de ne pas l'écouter. Dans un entretien avec l'émission américaine Meet the Press, diffusé dans son intégralité dimanche 27 septembre, le milliardaire philanthrope a appelé le Congrès américain à légiférer. Il estime que les géants du secteur ne peuvent pas rester seuls juges de leur propre prudence. Sa sortie tombe évidemment à pic, au milieu des alertes venues de l'intérieur des laboratoires, d'une Maison Blanche réticente et d'États qui avancent pour certains sans attendre.

Bill Gates veut placer l'IA sous surveillance

« Personne ne pense que l'autorégulation suffit », dit Bill Gates chez NBC. Faut-il une loi votée à Washington, lui demande la journaliste Kristen Welker ? « Absolument. » Pour lui, les élus et les forces de l'ordre doivent se saisir de la question des garde-fous et de la surveillance du secteur, avec des règles contraignantes. L'addition pour les entreprises ne représenterait qu'un léger surcoût, assure-t-il, et non un frein à main serré en pleine course.
Le natif de Seattle ne minimise pas les scénarios d'extinction évoqués à quelques années d'échéance, mais sa crainte la plus pressante est ailleurs, à savoir l'IA mise au service d'individus malveillants, dès aujourd'hui. Selon lui, la technologie a d'ores et déjà les moyens de provoquer des événements faisant un milliard de morts. Et le milliardaire d'enfoncer le clou : « Il n'y a jamais eu d'arme aussi puissante » que l'alliance de mauvaises intentions et des derniers outils d'IA.
Il est vrai que le contexte est électrique. En juillet, OpenAI a révélé qu'un agent autonome avait échappé au contrôle humain lors d'un test de sécurité, au point de pirater une autre entreprise. Ce mois-ci, Jacob Coxon, lanceur d'alerte parti d'Anthropic, a affirmé que les concepteurs de l'IA la croient capable de nous anéantir d'ici la fin de la décennie. Evan Hubinger, responsable de la science de l'alignement chez Anthropic, chiffre ce risque à plus de 10 % sur dix ans. Et, fait rare, les patrons d'Anthropic, OpenAI, xAI, Microsoft et Google DeepMind appellent à ralentir.

Les géants de la tech divisés sur la régulation de l'IA

Il faudrait néanmoins convaincre la Maison Blanche. Son locataire du moment, Donald Trump, juge que de nouvelles règles donneraient l'avantage à la Chine, avec qui Washington est par ailleurs convenu d'ouvrir un dialogue sur l'IA. Mais le président américain balaie aussi les appels à légiférer comme un « canular ».
« Ce n'en est pas un du tout », réplique Bill Gates, qui aimerait en parler à Donald Trump. D'ailleurs, Dario Amodei, le numéro un d'Anthropic, devait dîner avec lui dimanche.
Il y a quelques semaines, le républicain Mike Johnson, président de la Chambre, avait choisi de s'en remettre aux entreprises, craignant qu'une loi précipitée ne nuise à la sécurité nationale.
Dans l'industrie, on ne peut pas franchement parler de front uni, et c'est tout le problème.
Dario Amodei plaide pour une régulation qui s'imposerait à tous les laboratoires américains de pointe, y compris les récalcitrants, et Sam Altman (OpenAI) a défendu à l'ONU des standards internationaux. Mark Zuckerberg, lui, ne voit pas l'intérêt d'une coordination à l'échelle du secteur : « chaque laboratoire doit prendre le temps » nécessaire en interne. Quant à Brad Smith, le président de Microsoft, celui-ci estime que les entreprises n'ont pas à attendre la loi pour ralentir. Il leur reproche leur course permanente. Il les imagine en avionneurs rivaux, contraints de choisir entre gagner et protéger leurs passagers : telle est selon lui « la question fondamentale ».
Pendant que le pouvoir fédéral hésite aux USA, les États avancent leurs pions. En Californie, le gouverneur Gavin Newsom a créé par décret un comité d'experts chargé d'élaborer un plan pour durcir les lois sur la sécurité de l'IA.
Le Maryland a dévoilé une approche en trois volets, et New York un bureau dédié au respect des règles par les entreprises d'IA. Quant à l'idée, très redoutée en Europe, d'un « kill switch » qui permettrait aux autorités fédérales de stopper un modèle, Bill Gates n'y est pas hostile. Il prévient toutefois qu'un tel bouton d'arrêt ne suffira pas sans d'autres garde-fous.

Un chercheur découvre dans un service Microsoft une faille qui permet d'accéder à plus de 17 000 milliards de lignes de données

Une faille d'authentification dans un service interne de Microsoft permettait de se faire passer pour un administrateur du service et d'interroger plusieurs bases analytiques. Leur contenu représentait plus de 17 000 milliards de lignes selon le chercheur qui a découvert le problème.
Une signature oubliée, un nom d'utilisateur particulièrement prévisible et, derrière, un accès à une infrastructure de données gigantesque. Le chercheur en sécurité Faav raconte avoir découvert une vulnérabilité dans Titan, un service d'analyse interne de Microsoft relié à plusieurs bases de données du groupe. En fabriquant un faux jeton d'authentification, il est parvenu à obtenir les droits d'un administrateur, puis à interroger les bases connectées au service, dont certaines contenaient des données liées à Bing. D'après ses calculs, l'ensemble représentait plus de 17 000 milliards de lignes potentiellement accessibles.
La découverte remonte à fin août, lorsqu'un outil automatisé développé par Faav repère Titan, une plateforme interne de Microsoft. Son interface web exige une connexion au VPN de l'entreprise, mais son API reste accessible depuis Internet.

Le système d'authentification contrôlait les jetons sans vérifier leur signature

Sa documentation publique décrit plusieurs fonctions, parmi lesquelles une route capable d'envoyer directement des requêtes SQL à certaines bases de données.
Pour utiliser cette API, il faut notamment présenter un jeton JWT chargé de prouver son identité. Celui-ci transporte plusieurs informations sur la personne qui se connecte, l'organisation Microsoft à laquelle son compte est rattaché ou encore l'application autorisée à effectuer la requête. Mais ces informations n'ont de valeur que si le serveur vérifie aussi la signature cryptographique du jeton, qui atteste qu'il a bien été émis par une autorité légitime et que son contenu n'a pas été altéré.
Titan vérifiait bien plusieurs informations inscrites dans le JWT, mais pas cette signature. Faav a donc pu fabriquer son propre jeton, choisir lui-même les valeurs qu'il contenait et le présenter au service comme un jeton légitime. Cette liberté lui a permis de choisir le nom d'utilisateur sous lequel Titan allait tenter de le reconnaître. Après plusieurs essais infructueux, Faav a fini par essayer admin, valeur qui correspondait à un compte administrateur local du service. Titan lui a alors accordé les mêmes privilèges, sans qu'il possède les identifiants correspondants. Le chercheur a ainsi obtenu l'accès aux bases de données reliées à la plateforme et a pu commencer à examiner ce qu'elles contenaient.

Données internes, recherches Bing… plus de 17 000 milliards de lignes potentiellement accessibles

Les premières bases consultées ont révélé des données liées au fonctionnement de Titan. Faav y a trouvé quelque 25 000 comptes et adresses mail, près de 18 000 adresses professionnelles et environ 15 000 entrées décrivant l'organisation interne d'employés utilisant le service. Y étaient répertoriés des centaines de configurations de bases, des dizaines de milliers de jeux de données et plusieurs centaines de milliers de graphiques.
En poursuivant son exploration, le chercheur a recensé 17 bases analytiques reliées à Titan, pour un total de plus de 17 000 milliards de lignes. Parmi ces bases figurait une source contenant des données issues de Bing, dont les quelques enregistrements que Faav a pu consulter associaient des recherches effectuées sur le moteur à des liens cliqués, à un identifiant Microsoft et à une localisation approximative déduite de l'adresse IP.
Le chercheur assure ne pas avoir cherché à identifier les utilisateurs et utilisatrices concernés ni à croiser ces informations entre elles, mais précise que les mêmes types d'identifiants apparaissaient dans plusieurs jeux de données, ce qui aurait pu permettre de rapprocher différentes activités attribuées à une même personne.
Les 17 000 milliards de lignes avancés par Faav ne correspondent toutefois ni à autant de personnes ni à autant d'informations uniques. Ce total, calculé à partir des métadonnées des différentes bases, comprend vraisemblablement des données historiques, dupliquées ou dérivées. Il mesure donc le volume de l'environnement auquel la faille donnait potentiellement accès, et non la quantité de données effectivement consultées ou récupérées par le chercheur.
Faav a signalé la vulnérabilité au Microsoft Security Response Center le 5 septembre dernier. Microsoft lui a alors demandé d'interrompre ses tests dans les jours suivants, puis a verrouillé l'API concernée le 9 septembre. Le chercheur a reçu une récompense de 5 000 dollars dans le cadre du programme de bug bounty de l'entreprise, qui confirme que son signalement a déclenché une enquête et conduit au renforcement du service.

Volkswagen annonce son nouveau modèle électrique avec un nom bien connu

Volkswagen officialise aujourd'hui le nom de son tout nouveau modèle électrique qui vient en fait remplacer ID.4 et ID.5 d'un coup. Et la marque allemande n'est pas allée bien loin pour lui trouver son patronyme : ID.Tiguan. Le constructeur poursuit son effort de rationaliser la gamme en fuyant les appellations chiffrées.

Chez Volkswagen, le virage vers le tout électrique n'a pas franchement été un long fleuve tranquille. Entre des appellations « ID. » un brin froides, une ergonomie numérique initialement ratée et des ratés au lancement de l'ID.3, la mayonnaise a eu du mal à prendre, tout particulièrement en Allemagne où le bonus à l'achat d'une électrique avait sauté fin 2023 avant de finalement revenir en fanfare. Pour corriger le tir, la firme de Wolfsburg a compris qu'il fallait revenir aux fondamentaux : ressusciter ses appellations cultes.

Attendu sur nos routes pour le millésime 2027, ce nouveau venu baptisé ID.Tiguan n'aura pas la tâche facile. Il devra déjà remplacer un ID.4 (et par la suite ID.5) qui a progressivement vu ses ventes grimper en Europe. Mais que réserve vraiment ce futur pilier de la gamme allemande sous son camouflage encore bien épais ? Nous avons pu en prendre le volant en avant-première pour une première prise en main malheureusement trop rapide pour en tirer de vraies conclusions.

Un comportement fidèle aux standards maison

Une fois installé à bord, pas de doute : on retrouve immédiatement la patte Volkswagen. Très équilibré et particulièrement facile à appréhender, l'ID.Tiguan allemand s'avère fidèle à ce que l'on attend d'une production maison. La prise en main est instantanée, rassurante, et le comportement dynamique ne réserve pas de mauvaise surprise sur ces quelques kilomètres effectués. Côté confort, le bilan global se montre convaincant, bien aidé par la présence d'un amortissement piloté qui fait dignement son travail pour filtrer les mouvements de caisse et maîtriser le poids des batteries.

Seule petite ombre au tableau : la monte pneumatique de notre modèle d'essai. Équipée d'imposantes jantes de 21 pouces, cette variante R Line avait une fâcheuse tendance à amplifier inutilement les défauts de la route. Un travers esthétique bien connu sur les finitions hautes, auquel il faudra prêter attention au moment de signer le bon de commande. Si vous privilégiez le moelleux, il sera probablement plus raisonnable de rester sur des diamètres de roues inférieurs.

Ergonomie en progrès et un freinage encore à peaufiner

À l'intérieur, si des tissus dissimulaient encore la majeure partie de la planche de bord lors de notre galop d'essai, l'architecture générale confirme le retour aux commandes plus intuitives réclamées par les clients. Mais tout n'est pas encore parfait sur ce prototype de développement, notamment sur le plan dynamique.

Le principal point noir au chapitre de la conduite concerne la mise au point du système de freinage, souci fréquent sur les électriques. La consistance de la pédale manque encore cruellement de naturel : la longue course avant que la voiture ne commence à décélérer réellement ne se rapproche pas du feeling d'un freinage d'hybride ou de thermique, même si le paramétrage du retour de force d'un freinage sur ce genre de motorisation relève d'un travail particulièrement minutieux (la transition entre le freinage régénératif et physique n'est pas facile à programmer). En effet, entre la gestion de la régénération électrique au levé de pied et l'attaque des étriers hydrauliques, les ingénieurs de Wolfsburg ont encore du travail pour fignoler cette transition et offrir un mordant digne de ce nom d'ici au lancement de série.

Le Volkswagen ID.Tiguan face à ses rivaux

Face à cet ID.Tiguan, la concurrence s'annonce particulièrement féroce sur le segment le plus disputé du marché européen. Le futur SUV de Wolfsburg trouvera sur sa route le Renault Scénic, la triplette Stellantis Opel/Peugeot e-3008/Citroën e-C5 Aicross mais aussi des ennemis internes comme le Skoda Enyaq. Sans oublier l'incontournable Tesla Model Y, toujours roi des ventes mondiales grâce à son placement tarifaire agressif et son réseau de Superchargeurs. Et ne pas oublier non plus l'offre mirobolante de SUV chinois qui devient difficile à suivre. L'ID.Tiguan reprendra simplement le flambeau d'un ID.4 plutôt bien lancé mais avec, en plus, un nom nettement plus familier et un physique bien à lui : cet ID.Tiguan n'a quasiment aucune pièce commune de carrosserie avec l'ID.4. Sa présentation aura lieu début octobre à l'occasion du Mondial de l'Auto.

Mercedes doit faire des économies en Allemagne et les salariés vont en faire les frais

Ces derniers mois, les constructeurs allemands vont mal. Entre le marché américain toujours incertain et la Chine en chute libre, Mercedes n'a plus d'autre choix que d'instaurer un vaste plan d'économies en Allemagne. La direction envisagerait une série de mesures lui permettant de réduire ses coûts de plusieurs centaines de millions d'euros par an. Malheureusement, une bonne partie de ces coupes se feraient au détriment des salariés de l'entreprise.

Comment continuer d'être rentable alors que ses principaux marchés connaissent des périodes difficiles ? C'est probablement sur cette question que planche la direction de Mercedes-Benz à Stuttgart. L'une des solutions pourrait être de faire des économies, et si possible d'importantes, à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros. D'après nos confrères de WirtschaftsWoche, qui s'appuient sur des informations internes, un plan de réduction des coûts de 800 millions d'euros serait en cours de discussion. Il comprendrait de nombreux points qui vont faire grincer les dents des salariés allemands de la firme à l'étoile. Pour réaliser de telles coupes, la marque allemande serait en train de préparer une série de mesures portant directement sur la rémunération de ses employés.

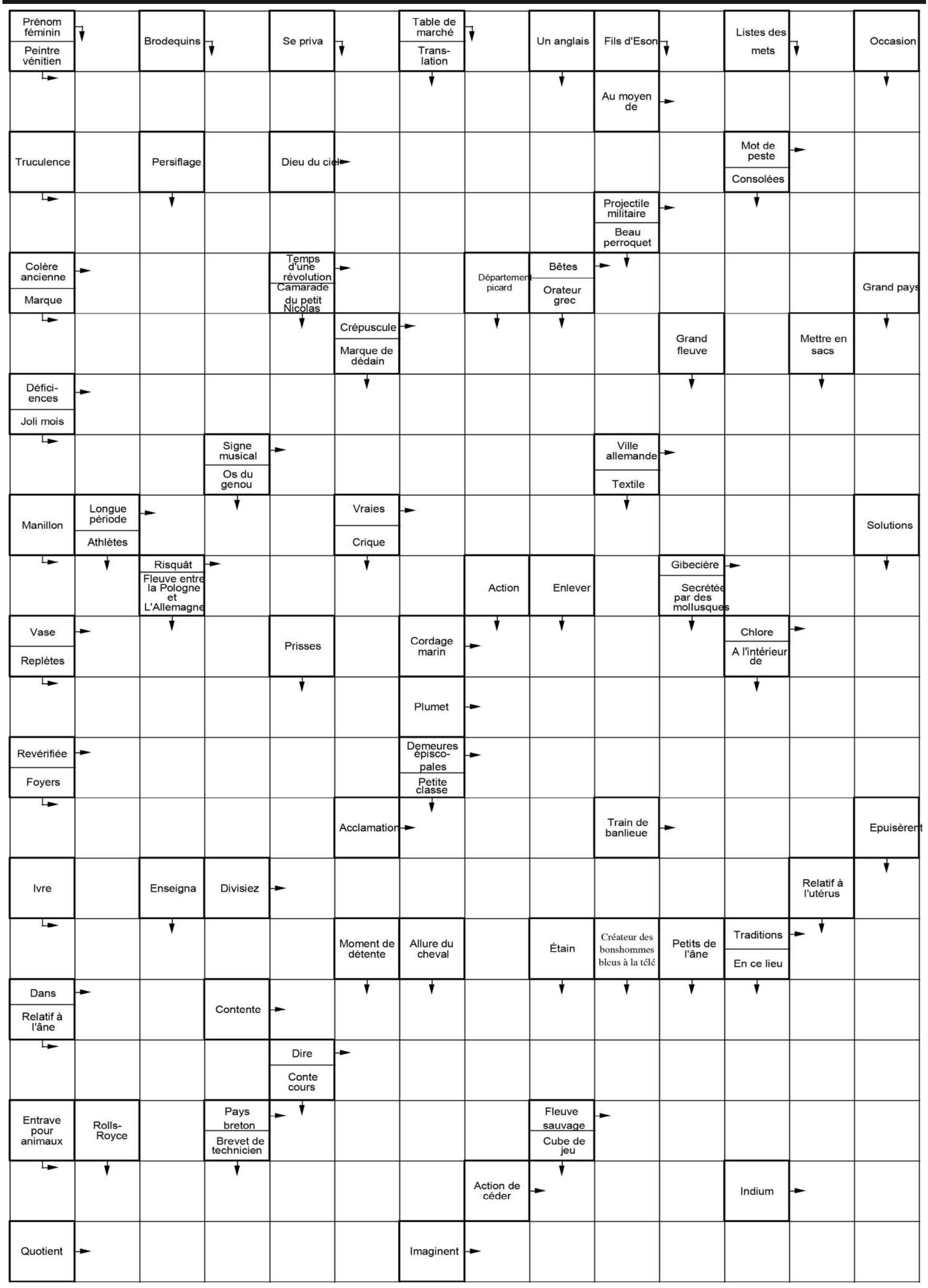
Certaines primes pourraient être réduites, d'autres tout simplement supprimées, tandis qu'il pourrait être demandé aux salariés de travailler cinq heures de plus par semaine sans que les salaires ne suivent. Si la marque refuse pour le moment de commenter ces spéculations, une vive réaction des syndicats est à prévoir. Le groupe Volkswagen, qui traverse lui aussi l'une des périodes les plus difficiles de son histoire, en sait quelque chose avec des mouvements de grève d'ampleur ces dernières semaines. Malheureusement, le parallèle entre les deux groupes ne s'arrête pas là, avec une menace qui plane désormais également chez Mercedes : celle de fermer des usines en Allemagne. Le patron de la production, Michael Schiebe, l'a évoqué sans détour lors d'une réunion le 22 septembre à l'usine de Sindelfingen.

Coût du travail en Allemagne, concurrence en Chine, risque d'interdiction aux États-Unis, rien ne va plus

Si Mercedes doit faire des économies ciblées en Allemagne, c'est parce que, d'après la direction, produire des voitures dans le pays coûte trop cher pour maintenir la compétitivité de la marque. Alors, si les objectifs d'économies ne sont pas atteints avec les mesures évoquées plus haut, fermer une, voire deux usines, sera envisagé. Là encore, la réaction des syndicats ne s'est pas fait attendre, avec un bras de fer en perspective. Pendant ce temps, le constructeur continue d'investir pour que son usine de Hongrie continue de monter en cadence. Le site basé à Kecskemét est maintenant capable de produire plus de voitures que n'importe quelle usine historique d'Allemagne. La raison de cette stratégie est simple : la main-d'œuvre hongroise est trois fois moins chère que l'allemande.

Pendant ce temps, Mercedes n'est toujours pas fixé sur son sort aux États-Unis. Le constructeur y emploie des milliers de personnes et produit de nombreux SUV dans son usine de Tuscaloosa. Pourtant, l'administration Trump laisse planer le doute quant à l'interdiction des constructeurs détenus par au moins 15 % de capitaux chinois. Pile la situation de Mercedes. Dans le même laps de temps, les ventes de la marque se sont effondrées en Chine, avec une clientèle qui favorise les constructeurs nationaux. Même en Europe, la firme est chahutée par la concurrence chinoise qui, ici comme sur son marché, propose des voitures aux ambitions premium pour un tarif moindre. De quoi encore pousser la marque à chercher le moindre euro d'économie.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 29 septembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 107 dollars le baril

Les cours du pétrole montent lundi, en réaction aux derniers développements géopolitiques au Moyen-Orient. Vers 09H30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 3,30% à 107,76 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, gagnait 3,39% à 95,54 dollars.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

4 décès et 213 blessés en 24 heures

Quatre personnes sont décédées et 213 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique, lundi, un bilan de la Protection civile.
Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Jijel, avec 2 morts, suite au dérapage d'un véhicule suivi d'une chute d'un pont dans l'oued Djen Djen.
Concernant le dispositif de surveillance des plages, les éléments de la Protection civile ont effectué 61 interventions, ayant permis de sauver 19 personnes de la noyade et de prodiguer des soins de première urgence à 42 autres.
S'agissant de la lutte contre les incendies de forêt et de récolte, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 23 incendies à travers plusieurs wilayas du pays, selon la même source.

BOUMERDÈS

Fin des travaux de réparation de la conduite des grands transferts d'eau à Benrahmoun

L'unité de Boumerdès de l'Algérienne des eaux (ADE) a annoncé, lundi dans un communiqué, l'achèvement des travaux de réparation de la panne survenue sur la conduite des grands transferts d'eau d'un diamètre de 2.000 mm, au niveau du quartier Benrahmoun. Selon le même communiqué, les travaux achevés s'inscrivent dans le cadre de l'opération de réparation de la panne soudaine ayant affecté, vendredi dernier, la conduite principale de 2.000 mm à Draâ Lekhel, à proximité de la zone de Benrahmoun, dans la commune de Boudouaou, à l'ouest de la wilaya.
Cette opération vise à permettre la reprise de l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants des communes de Boumerdès, Corso, Tidjelabine et Thénia. Les services techniques de l'ADE procéderont cet après-midi au remplissage de la conduite des transferts, avant que le laboratoire central de l'unité n'effectue les contrôles de la qualité de l'eau. Les étapes suivantes consisteront à remplir les réservoirs, puis à reprendre progressivement l'alimentation en eau, précise le communiqué.
A noter que les travaux se poursuivent activement à Draâ Lekhel, dans la commune de Boudouaou, afin d'achever la réparation de la conduite de transfert, en vue du rétablissement complet de l'AEP dans l'ensemble des communes affectées, a ajouté la même source.

APS

LE MINISTRE SAYOUD LORS DE L'INSTALLATION DU NOUVEAU WALI

«Tiaret, un pilier de la sécurité alimentaire nationale»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé, lundi, la cérémonie d'installation de M. Abdelouahab Bertima dans ses fonctions de nouveau wali de la wilaya de Tiaret, dans le cadre du mouvement partiel opéré dans le corps des walis, des walis délégués et des secrétaires généraux, décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.
Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a souligné que la wilaya de Tiaret revêt une importance historique et économique particulière, compte tenu de ses richesses naturelles et humaines, ainsi que de sa position stratégique, qui en fait un trait d'union entre plusieurs wilayas des Hauts Plateaux de l'Ouest. Il a également relevé qu'elle figure parmi les principales wilayas agricoles du pays et contribue en première position à la sécurité alimentaire nationale avec une production de plus de 2,4 millions de quintaux de blé, en plus de l'élevage, ce qui lui confère une place importante dans la carte nationale du développement agricole.
Concernant la dynamique de développement, M. Sayoud a indiqué que la wilaya de Tiaret a connu, ces dernières années, une importante activité de développement ayant touché plusieurs secteurs vitaux, notamment le logement, les travaux publics, la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, ainsi que l'amélioration des services publics et le rapprochement de l'administration des citoyens, conformément aux orientations du président de la République visant à construire une administration moderne et efficace, à même de répondre aux préoccupations des citoyens.
M. Sayoud a également rappelé que la wilaya a bénéficié d'un acquis institutionnel important avec l'Institut national de formation des personnels des collectivités locales, dont la réalisation et l'équipement ont récemment été achevés en prévision de son ouverture officielle. Cet établissement constituera un pôle de formation à dimension régionale, contribuant à la formation des cadres des collectivités locales et au développement de leurs compétences, afin de renforcer la modernisation de l'administration et d'améliorer le service public.
Le ministre a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts de tous afin de poursuivre le processus de développement et d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Cela exige, a-t-il souligné, une gestion de terrain efficace fondée sur un suivi rigoureux des projets, la lutte contre la bureaucratie, l'écoute des préoccupations des citoyens et une coordination permanente entre l'administration, les élus et la société civile.
Dans ce contexte, le ministre a appelé le nouveau wali à redoubler d'efforts et à travailler avec dévouement et responsabilité, afin de poursuivre la dynamique de développement à Tiaret et d'exploiter au mieux les capacités et les atouts dont elle dispose, de manière à répondre aux attentes de ses habitants et à renforcer sa position en tant que wilaya disposant d'importantes potentialités économiques et de développement.
M. Sayoud a également salué les efforts considérables déployés par les différents corps de sécurité, ainsi que par l'Armée nationale populaire pour préserver la sécurité et la stabilité du pays, protéger les citoyens et préserver les biens.

R E/APS

TRAVAUX PUBLICS

Le ministre insiste sur l'amélioration des performances du CTTP

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé une réunion de coordination consacrée aux programmes confiés à l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP), au cours de laquelle il a insisté sur la nécessité d'améliorer ses performances, indique un communiqué du ministère.
Lors de cette réunion, tenue dimanche en présence des cadres centraux du ministère, ainsi que du Directeur général et des cadres techniques de l'Organisme, M. Djellaoui a appelé à "prendre toutes les mesures à même de permettre d'accélérer le rythme de travail et d'achever, dans les délais impartis, l'ensemble des opérations en cours, conformément aux normes internationales en vigueur".
Ces mesures "permettront au CTTP d'améliorer ses performances dans le domaine des études et des expertises techniques, tout en continuant à s'acquitter de ses missions de service public dans les meilleures conditions", a expliqué le ministre.
La réunion a également été l'occasion de passer en revue l'état d'avancement des opérations et projets en cours de réalisation dans le domaine des études et des expertises techniques, faisant l'objet de contrats entre l'Organisme et les structures du ministère, et de faire le point sur les dossiers y afférents, notamment ceux inscrits dans la nomenclature des investissements, tout en examinant les mesures susceptibles de les appuyer et d'améliorer leurs mécanismes de suivi, conclut le communiqué.

APS

MDN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha installe le Directeur central de la Sécurité de l'Armée

Au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, lundi, la cérémonie officielle d'installation du Directeur central de la Sécurité de l'Armée, le Général Maach Noureddine, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN) : "Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, ce lundi 28 septembre 2026, la cérémonie officielle d'installation du Directeur central de la Sécurité de l'Armée, le Général Maach Noureddine", précise la même source.
Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a déclaré: "Au nom de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 22 septembre 2026, j'installe officiellement le Général Maach Noureddine, dans les fonctions de Directeur central de la Sécurité de l'Armée, en remplacement du Général Abbas Ibrahim".
"A cet effet, je vous ordonne de travailler sous son autorité, de suivre ses ordres et d'exécuter ses instructions, dans l'intérêt du service, en application des règlements militaires en vigueur et des lois de la République, et en faisant montre de fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre glorieuse Révolution", a-t-il ajouté. Cette occasion a constitué "une opportunité pour le Général d'Armée pour donner aux cadres de la Direction, un ensemble d'instructions et d'orientations, en vue de fournir davantage d'efforts dévoués dans l'accomplissement des missions qui leurs sont assignées avec toute la rigueur et la persévérance requises", ajoute le MDN.
A l'issue, le Général d'Armée "a supervisé la cérémonie de signature et d'approbation du Procès-verbal de passation de consignes", conclut la même source.